



**HAL**  
open science

# Faire durer ses objets, une pratique distinctive ? Consommation et frontières de classe chez les ménages aisés

Maël Ginsburger, Julie Madon

► **To cite this version:**

Maël Ginsburger, Julie Madon. Faire durer ses objets, une pratique distinctive ? Consommation et frontières de classe chez les ménages aisés. *Sociologie*, 2023, 14 (1), pp.29-48. hal-04071616

**HAL Id: hal-04071616**

**<https://hal.science/hal-04071616>**

Submitted on 18 Apr 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

ENQUETES

## **Faire durer ses objets, une pratique distinctive ? Consommation et frontières de classe chez les ménages aisés**

## **Extending Objects' Lifespan, a Distinctive Practice? Consumption and Class Boundaries in Affluent Households**

**Ginsburger, Maël**

*Doctorant en sociologie à l'Observatoire Sociologique du Changement (Sciences Po) et au CREST (Genes) et ATER à l'IDUP (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)*

[mael.ginsburger@sciencespo.fr](mailto:mael.ginsburger@sciencespo.fr)

Observatoire Sociologique du Changement, 27 rue Saint-Guillaume, 75337 Paris Cedex 07

**Madon, Julie**

*Doctorante au Centre de Sociologie des Organisations (Sciences Po)*

[julie.madon@sciencespo.fr](mailto:julie.madon@sciencespo.fr)

Centre de Sociologie des Organisations, 1 place Saint-Thomas d'Aquin, 75007 Paris

### Résumé

La consommation de biens et services ostentatoires a été largement étudiée en lien avec les dynamiques d'affirmation statutaires des classes supérieures. Pour autant, les pratiques de consommation ordinaires sont également propices à l'affirmation de frontières de classe et à la mise en évidence de mécanismes complexes de distinction sociale. Cet article se propose précisément d'étudier la manière dont des pratiques visant à allonger la durée de vie des biens durables participent, au sein de ménages aisés, de formes renouvelées de distinction sociale vis-à-vis des autres ménages (issus des classes populaires, mais aussi des classes supérieures). Nous mobilisons la notion de « frontières symboliques » (Lamont, 1992), afin d'étudier l'interaction entre plusieurs répertoires distinctifs inégalement mobilisés par les individus concernés. À travers l'exploitation d'enquêtes statistiques et d'entretiens, nous montrons que les pratiques d'allongement de la durée de vie des objets demeurent associées — statistiquement ainsi que dans les représentations — à des situations de forte contrainte budgétaire. Nous montrons alors comment la présence de telles pratiques chez des ménages aisés accompagne un difficile positionnement de leur part le long de la frontière socio-économique. Pour autant, ces pratiques servent de support à l'affirmation de frontières symboliques autres — éthiques, techniques et esthétiques —, et participent de la construction d'une identité d'élite anti-consumériste.

### Abstract

The consumption of conspicuous goods and services has been widely studied in relation to the dynamics of status affirmation in the upper classes. However, ordinary consumption practices also favour the strengthening of class boundaries and may help identify complex mechanisms of social distinction. This article studies the way in which practices aimed at extending durable goods' lifespan contribute, within well-off households, to renewed forms of social distinction vis-à-vis other

households (from the working classes but also from the upper classes). We use the notion of “symbolic boundaries” (Lamont, 1992) to study the interaction between several distinctive repertoires. Relying on statistical data and interviews, we show that the practice of extending objects’ lifespan remains associated with poverty—statistically and in representations. We then show how the presence of such practices among well-off households comes with an ambivalent positioning across the socioeconomic boundary. However, these practices serve as a support for the affirmation of other symbolic boundaries—ethical, technical and aesthetic—and contribute in creating an identity as members of an anti-consumerist elite.

Mots-clés : Consommation, biens durables, classes supérieures, frontières symboliques, méthodes mixtes

*Keywords: Consumption, durable goods, upper classes, symbolic boundaries, mixed methods*

## Introduction

La consommation est un terrain privilégié d'étude des mécanismes de distinction entre classes sociales. Ces mécanismes ont été largement analysés au travers des pratiques culturelles et ostentatoires. Par la consommation différenciée de biens et services culturels, les individus manifestent des goûts et des jugements qui traduisent leur position dans la stratification sociale (Bourdieu, 2016 [1979] ; Coulangeon, 2011). La notion de consommation ostentatoire (Veblen *et al.*, 1970 [1899]) a quant à elle été développée pour désigner un ensemble de pratiques dont la fonction latente est de donner à voir les ressources économiques et temporelles dont disposent les classes aisées, et matérialiser la frontière qui les sépare des autres groupes sociaux. Des travaux plus récents mettent au jour des mécanismes de distinction dans l'analyse des pratiques plus ordinaires de consommation matérielle, comme les achats de biens durables ou les habitudes alimentaires (Elliott, 2013 ; Kennedy *et al.*, 2019). En étudiant les pratiques par lesquelles les individus font durer leurs objets, cet article analyse la manière dont la consommation ordinaire permet à des ménages très aisés d'affirmer des formes de distinction alternatives à la consommation ostentatoire.

Nous désignons ces pratiques visant à faire durer les objets par l'expression « pratiques de longévité » (voir encadré 1). Celles-ci concernent l'acquisition des biens, mais aussi des enjeux liés à leur utilisation et leur « évacuation » (*disposal*) (Warde, 2016) : réparation, entretien, stockage, recours au marché de l'occasion et à la récupération. En étudiant des biens — meubles, appareils électroménagers et électroniques — banalisés et peu visibles, notre travail s'inscrit dans la continuité des travaux renouvelant l'analyse sociologique de la consommation au travers de l'étude de pratiques relevant de l'« *ordinary consumption* » (Groncow & Warde, 2001) ou de l'« *inconspicuous consumption* » (Shove & Warde, 1998). Toutefois, là où ces travaux mettent l'accent sur les conditions matérielles de réalisation de ces pratiques, nous souhaitons insister sur la manière dont celles-ci restent, malgré leur banalité, le support d'enjeux de distinction. Nous considérons ici, comme dans le cas des classes supérieures américaines étudiées par Elizabeth Currid-Halkett (2017), que les formes de consommation non ostentatoires peuvent constituer des supports renouvelés de mécanismes de distinction. Les ménages étudiés par Currid-Halkett consomment peu de biens de luxe, privilégiant les services et portant une attention croissante à l'origine des objets (artisanaux, de qualité, issus de petites boutiques locales). Ils composeraient ainsi une « classe aspirationnelle », se distinguant par des canaux non matériels.

Les travaux qui analysent la consommation comme support d'affirmation de frontières symboliques entre classes sociales étudient généralement des pratiques fortement associées — à la fois statistiquement et dans les représentations — au groupe social étudié. Ils ont appréhendé les ménages les plus aisés au sujet de pratiques de consommation onéreuses ou particulièrement légitimes (Bourdieu et Delsaut [1975] sur les vêtements de luxe, Halle [1992] sur l'art abstrait, Pulici [2012] sur les pratiques gastronomiques). À l'inverse, notre travail aborde les mécanismes statutaires qui sont à l'œuvre lorsque certains membres du groupe dans lequel des pratiques sont sous-représentées les déclarent tout de même<sup>1</sup>. Il en va ainsi pour les pratiques de longévité, qui ont essentiellement été associées à des situations de contrainte matérielle amenant à développer un surtravail domestique (Hoggart, 1981 ; Grignon et Grignon, 1980).

---

<sup>1</sup> L'étude de ces situations minoritaires permet tantôt de mettre en évidence la force des mécanismes dominants (qui contournent les indicateurs utilisés habituellement pour les mesurer), tantôt les contradictions et incohérences intra-individuelles (Lahire, 2016), et tantôt l'hétérogénéité des pratiques, des significations et des catégories étudiées.

Si les franges des classes dominantes fortement dotées en capitaux économiques sont supposées manifester une consommation matérielle prolifique, orientée vers « les nouvelles modes, les dernières technologies, les produits et services les plus luxueux »<sup>2</sup> (Holt, 1998, p. 20), d'autres auteurs ont mis en évidence des formes de sous-consommation au sein des classes les plus aisées. D'abord, parce que le revenu n'est qu'un prédicteur partiel de la consommation, qui reste marquée par la trajectoire sociale des individus (Halbwachs, 1912). La sous-consommation est alors parfois redevable de socialisations dans des milieux plus modestes, qui, en perdurant au travers d'un effet d'*hysteresis* de l'*habitus* (Bourdieu, 2018[1980]), amènent les plus riches à conserver des pratiques de « non-dépense » (Herlin-Giret, 2019). Mais ces formes de sous-consommation ont également été analysées comme procurant des bénéfices symboliques, en particulier moraux, aux classes supérieures. Les familles des entrepreneurs capitalistes allemands du début du XXe siècle jugent négativement l'ostentation et valorisent une forme d'ascétisme, selon une éthique héritière de la doctrine luthérienne (Weber, 2013[1905]). Rachel Sherman (2017) a repéré un rapport similaire à la consommation ostentatoire au sein des classes aisées new-yorkaises. Elle montre comment le souci de ne pas faire étalage de sa puissance pécuniaire — en particulier devant des personnes moins aisées qu'eux — amène les enquêtés à cultiver une image de « consommateur prudent ». L'essor de la préoccupation écologique dans la période contemporaine renouvelle l'enjeu de moralisation de la consommation chez les classes supérieures. Particulièrement sensibles à la promotion de l'écologie des petits gestes par les pouvoirs publics (Comby, 2017), elles peuvent faire des pratiques de consommation ascétique une source de distinction sociale (Elliott, 2013 ; Kennedy *et al.*, 2019 ; Grossetête, 2019). Or, les pratiques de longévité sont aujourd'hui mises en avant comme une manière de limiter l'empreinte écologique des particuliers<sup>3</sup>. Par l'étude de ces pratiques au sein des ménages appartenant au dernier décile de niveau de vie en France, nous confrontons ce répertoire moral de distinction avec celui de l'ostentation matérielle.

Notre enquête questionne les différents répertoires par lesquels la consommation ordinaire devient distinctive. Elle s'inscrit dans la continuité des travaux qui, comme celui de Douglas Holt (1998) sur les individus à fort capital culturel, cherchent à repérer les différentes catégories mobilisées par les classes supérieures pour se distinguer. Le cadre théorique des « frontières symboliques », développé par Michèle Lamont (Lamont, 1992 ; Lamont *et al.*, 2015) permet précisément d'étudier et de comparer ces différents répertoires de distinction. Les frontières symboliques sont les distinctions conceptuelles que font les individus entre ceux qui leur sont similaires (en termes d'âge, de classe, de race, de nationalité, de genre...) et ceux vis-à-vis de qui ils se différencient. Les individus peuvent travailler à ériger ces frontières pour se différencier les uns des autres, ce que Lamont désigne sous le terme de « *boundary work* ». La notion de frontière symbolique permet surtout de confronter l'enjeu de la manifestation du statut socio-économique par la consommation à d'autres répertoires distinctifs. Nous nous appuyons sur les trois répertoires identifiés par Michèle Lamont dans *Money, morals, and manners* (1992). Le premier est effectivement celui du succès matériel, qui permet de tracer une « frontière socio-économique » selon la puissance pécuniaire. Un deuxième répertoire permet aux individus de tracer des « frontières morales », et de se distinguer selon leur conformité aux bonnes mœurs ou à des critères éthiques. Dans le domaine de la consommation, l'adoption de pratiques de consommation éthique est, pour les classes supérieures à fort capital culturel, un support d'affirmation de frontières morales avec les groupes sociaux qu'elles perçoivent comme peu concernés par les enjeux sociaux ou environnementaux (Kennedy *et al.*, 2019). Dernier répertoire identifié par Lamont, le répertoire de l'esthétique est mobilisé par les individus dans le traçage de « frontières culturelles », par

---

<sup>2</sup> Traduction personnelle depuis l'anglais.

<sup>3</sup> Un exemple de cette promotion est la création du site « [longuevieauxobjets.gouv.fr](http://longuevieauxobjets.gouv.fr) » par l'ADEME en décembre 2019.

lesquelles ils se distinguent selon leur conformité au « bon goût » et leurs compétences culturelles. D'autres répertoires ont été recensés par la suite, comme celui de la culture technique (distinction selon le degré d'expertise technique ou scientifique) sur lequel nous reviendrons (Vallas, 2001).

En soulignant la manière dont ces différentes logiques distinctives peuvent opérer simultanément au travers des pratiques de consommation (voir par exemple Kennedy *et al.*, 2019), ces travaux permettent également de concevoir l'existence de pratiques ambivalentes. Ces pratiques peuvent tout à la fois permettre aux individus d'affirmer certaines frontières symboliques et manifester la fragilité de leur positionnement vis-à-vis d'autres frontières. Cet article vise à montrer que les pratiques de longévité constituent, pour une frange limitée des ménages aisés, des pratiques ambivalentes du point de vue statutaire. Il invite également à nuancer l'importance de la classe sociale, en mettant en évidence les enjeux de genre et de génération liés aux pratiques et répertoires de distinction mobilisés.

Comment les pratiques de longévité peuvent-elles être distinctives pour des ménages aisés ? Nous analyserons ces pratiques au regard de la manière dont ces ménages se situent vis-à-vis des autres, en mobilisant des matériaux issus de deux enquêtes statistiques et d'une campagne d'entretiens (voir encadré 1). Nous montrons d'abord que les pratiques de longévité demeurent, dans leur ensemble, particulièrement rares chez les ménages les plus aisés, tant elles constituent — symboliquement et statistiquement — des pratiques budgétairement contraintes. Leur adoption par certains ménages parmi les plus aisés traduit la manière dont ils ne se reconnaissent pas comme riches, et leur refus de tracer une frontière socio-économique avec les ménages plus modestes. À travers ces pratiques, ils renforcent néanmoins d'autres frontières symboliques — morales, techniques et esthétiques — avec les autres ménages, qui les constituent en membres d'une élite anti-consumériste.

### **Encadré 1. Saisir les pratiques et les représentations des plus riches : méthodes et matériaux**

Les pratiques de longévité regroupent tant des pratiques qui prolongent la « durée de détention », c'est-à-dire le temps que l'objet passe dans le foyer (pratiques d'achat durable, d'entretien, de réparation, de stockage) que des pratiques qui prolongent plus largement la « durée d'existence », soit le temps total de vie de l'objet (pratiques de seconde main pour se procurer et se débarrasser des objets) (Mudgal *et al.*, 2012). Nous étudions les biens durables tels que délimités dans l'enquête « Budget de Famille » 2017 de l'INSEE. Cette catégorie comporte les biens électroménagers, audiovisuels et numériques, l'informatique et la téléphonie mobile, que nous regroupons sous le terme d'« équipements électriques et électroniques » (EEE), ainsi que les meubles et le matériel de jardinage et bricolage<sup>4</sup>. Ciblés en priorité par les campagnes médiatiques sur l'enjeu environnemental de la durabilité des objets, ces biens pour la plupart peu ostentatoires ont été largement sous-étudiés par la littérature, qui s'est surtout focalisée sur les vêtements ou les véhicules (Demoli & Lannoy 2019 ; Crane & Bovone, 2006). Ils sont hétérogènes du point de vue des usages et du rapport à l'obsolescence, qui affecte en priorité les biens à fort contenu technologique. Cette hétérogénéité sera cruciale dans notre analyse pour saisir la manière dont ils cristallisent inégalement les différents répertoires symboliques présentés.

Nous mobilisons des données issues de trois enquêtes. D'abord, les données des enquêtes Budget de Famille de l'INSEE (2011 et 2017) permettent de quantifier les flux de renouvellement de biens

<sup>4</sup> Nous mettons de côté les véhicules, qui sont souvent l'objet d'investissements à long terme et donnent lieu à des pratiques de réparation bien instituées, mais aussi les vêtements et chaussures qui sont des biens individualisés, que les individus achètent plus fréquemment que les meubles et électroménagers, et qui viennent généralement s'ajouter à la garde-robe existante, plutôt que la renouveler. Nous ne prenons pas non plus en compte dans notre analyse les biens culturels, de décoration et mémoriels (souvenirs de vacances, bijoux de famille, etc.), pour lesquels la question de l'obsolescence se pose différemment, tant ils sont porteurs d'identité (Dassié, 2012 ; Gilliotte, 2021).

durables et mesurer le recours au marché de l'occasion (achat ou vente). Basées sur deux échantillons représentatifs de 10 342 et 12 081 ménages, elles sont accompagnées d'un volet « revenu » issu des données fiscales permettant de travailler de manière précise sur les plus hauts revenus. Elles permettent d'identifier, à l'aide d'un large échantillon de ménages au revenu élevé, les enjeux liés au ressenti du niveau de vie et la fragilité de l'identification comme ménage « aisé » chez les ménages aux pratiques de longévité.

Ces données sont complétées par celles issues de l'Enquête sur les Pratiques Environnementales des Ménages (EPEM) du SDeS (2016), permettant à partir d'un échantillon représentatif de 4057 individus, d'avoir des données détaillées sur les pratiques de consommation autour de trois biens (ordinateur, télévision, lave-linge).

Enfin, une campagne d'une cinquantaine d'entretiens semi-directifs menée en Île-de-France avec des personnes déclarant chercher à faire durer leurs objets permettra d'analyser comment les pratiques de longévité se manifestent au cours de leur trajectoire sociale et matérielle, ainsi que les justifications dont elles sont le support. Nous avons eu recours à plusieurs canaux : participants à des ateliers de réparation bénévole, signataires d'un manifeste contre l'obsolescence programmée, membres de groupes Facebook sur la réparation ou la seconde-main, boule de neige. Les individus appartenant à ces structures, souvent associatives, pourraient être plus politisés que la moyenne. Toutefois, la plupart des enquêtés ont un lien distant à ces univers associatifs, qu'ils ne fréquentent que ponctuellement, et ne sont pas particulièrement impliqués dans une lutte militante pour la durée de vie des objets. Les entretiens menés au domicile des individus, d'une durée moyenne de 1h45, portaient sur leur parcours biographique, leur rapport aux objets et les contraintes et ressources qui aiguillent leurs pratiques de longévité.

Notre travail se rattache au courant de la « *mixed methods research* ». Utilisées dans l'étude de pratiques quotidiennes, notamment sur les habitudes alimentaires (Plessz *et al.*, 2016), les méthodes mixtes ont principalement deux apports : celui de confirmer des résultats en passant d'une méthode à l'autre, et celui d'apporter des éléments complémentaires — l'analyse quantitative permet de généraliser certains résultats du terrain qualitatif, et inversement, l'analyse qualitative affine certains résultats statistiques (Small, 2011). Ce va-et-vient nous a permis d'analyser en profondeur les discours et l'expérience vécue des acteurs, tout en les replaçant dans le contexte socio-économique dans lequel ils s'inscrivent.

Ce travail porte sur les individus appartenant aux ménages aisés, délimités comme ceux dont le niveau de vie est supérieur à 3000 € par mois<sup>5</sup> (soit en 2017, selon l'enquête Budget de Familles de l'INSEE environ 10 % des ménages, et une quinzaine d'enquêtés de l'enquête qualitative). Cette délimitation statistique ne prétend pas mesurer une frontière qui isolerait de manière tranchée la fraction économique des classes supérieures du reste de la population. Elle n'entend pas non plus dessiner les contours des classes supérieures en général, dont nous savons qu'ils combinent divers capitaux et différentes formes de pouvoir ou d'influence (Savage *et al.*, 2013 ; Lebaron, 2012). La mesure proposée ne prend pas en compte l'ensemble de la dotation en capital économique, excluant le patrimoine, qui participe grandement au creusement des inégalités depuis le milieu des années 1980 (Piketty 2019, p.162). Elle entend surtout fournir un critère objectif et opérationnalisable dans les différents matériaux

---

<sup>5</sup> Le niveau de vie est calculé en divisant le revenu disponible par le nombre d'unités de consommation du ménage. Les unités de consommation sont calculées en attribuant une unité au premier adulte du ménage, 0,5 unité aux autres personnes de quatorze ans ou plus et 0,3 unité aux enfants de moins de quatorze ans.

que nous mobilisons, afin de circonscrire un ensemble de ménages qualifiables d'« aisés » du fait de leurs hauts revenus.

Les quinze individus correspondant à ce critère des 3000 € par mois par unité de consommation dans l'enquête qualitative appartiennent à des ménages hétérogènes du point de vue de l'aisance matérielle (niveau de vie allant de 3000 € à 10 000 €). Ils sont plus âgés que la moyenne (de 40 à 83 ans, avec une moyenne à 59 ans contre 42 pour la population française [INSEE]). Cela s'explique en partie par la corrélation entre le niveau de revenu et l'âge — les individus les plus riches sont aussi souvent les plus âgés — et le type de ménage — le revenu ayant été calculé par unité de consommation, les familles avec des enfants à charge sont généralement exclues de ce sous-groupe d'enquêtés —. Le capital culturel accompagne souvent — bien que pas systématiquement — l'aisance budgétaire, neuf des quinze enquêtés ayant un diplôme équivalent ou supérieur à un Bac+5. Huit d'entre eux vivent seuls, trois en couple sans enfant et quatre en couple avec deux enfants. Les professions sont également diversifiées, huit d'entre eux ayant essentiellement travaillé dans le secteur privé et sept dans le secteur public (voir Annexe 5). Malgré ces différences objectives, ils partagent un éloignement de la contrainte budgétaire objective qui les prédispose à de forts niveaux de consommation<sup>6</sup>.

## **Tolérer l'usure : une affaire de contrainte budgétaire**

Dans leur majorité, les pratiques de longévité reflètent la frontière socio-économique qui sépare les ménages les plus aisés des ménages les plus pauvres. Plus fréquentes au sein des classes populaires, elles manifestent une tolérance à l'usure souvent liée à des situations de contraintes budgétaires importantes. À l'inverse, rares au sein des ménages les plus aisés, elles y revêtent également des formes différentes, plus axées sur la revente de biens durables. À la représentation historique, mais aussi statistique des pratiques de longévité comme liées à la pauvreté font alors écho la réalité de la distribution de ces pratiques le long de l'échelle des revenus, ainsi que la prégnance de la contrainte budgétaire dans les mécanismes rendant compte de leur adoption.

### *La construction sociale de la frugalité matérielle comme signe de pauvreté*

La multiplication des achats en biens durables est un des traits centraux du développement de la société de consommation de masse au cours du XXe siècle (Daumas, 2018 ; Trentmann, 2016). Elle a eu pour corollaire la normalisation de certains biens et de certaines manières de les consommer. Ce phénomène d'escalade [« *upscaling* »] a été étudié aux États-Unis par Juliet Schor (1998), qui montre comment des pratiques de consommation (acheter de très beaux vêtements, une seconde télévision couleur ou un lave-vaisselle) ont, entre les années 1970 et les années 1990, acquis un statut de nécessité, garantissant un sentiment de vivre en adéquation avec un statut socio-économique et des aspirations décentes. Une conséquence de ce processus est le sentiment de pauvreté qui gagne ceux qui souhaitent suivre cette escalade, mais n'y parviennent pas. Celle-ci passe par le renouvellement régulier des biens durables par des produits neufs, en réponse à des phénomènes d'obsolescence technologique et à une

---

<sup>6</sup> Malgré les différences de revenu qui subsistent au sein des 10 % les plus aisés, on ne constate pas dans les enquêtes Budget de Famille 2011 et 2017 de l'INSEE de différence significative dans la propension à renouveler les EEE entre les différents percentiles qui composent le dernier décile, que ce soit dans un modèle vide (Annexe 4) ou dans les modèles avec contrôles présentés dans la deuxième partie de l'article (Annexe 3). Autrement dit, au sein du groupe des 10 % les plus aisés, les variations de revenu affectent peu les pratiques de renouvellement de biens durables.



dévalorisation sociale de l'usure qui favorise une forme d'obsolescence psychologique (Packard & McKibben, 1963 ; Guien, 2019).

Malgré une dévalorisation partielle de la recherche de statut social par la consommation matérielle spécifique aux personnes à fort capital culturel (Holt, 1998), la consommation matérielle, en particulier de mobiliers et d'EEE, s'est imposée comme désirable pour la majeure partie de la population, et notamment au sein des ménages ouvriers les plus aisés (Schwartz, 2012 ; Amossé & Cartier, 2019). Dans ce paysage où la consommation intensive constitue un objectif quasi hégémonique, les pratiques consistant à acheter peu de biens durables, à les acheter d'occasion et à les faire durer le plus longtemps possible, apparaissent comme des résidus de la « société de pénurie » (Rocheport, 2002) d'avant les années 1950. Leur présence persiste néanmoins au sein de ménages en situation de consommation contrainte (Hoggart, 1981), qui développent un surtravail domestique, passant par le bricolage ou la recherche de seconde main (Grignon et Grignon, 1980). Dans les quartiers ouvriers, les « inactifs » passent du temps à entretenir et remettre en état des objets (Collectif Rosa Bonheur, 2017). Dans des zones rurales ou pavillonnaires, le bricolage demeure présent chez les classes populaires (Lambert, 2015 ; Renahy, 2010), souvent additionné à d'autres pratiques de « travail à côté », comme l'autoproduction alimentaire (Weber, 1996).

Une telle association entre pratiques de longévité et pauvreté est lisible dans la manière dont celle-ci est mesurée dans les enquêtes portant sur la pauvreté matérielle ou en « condition de vie ». Les mesures de la pauvreté se sont, depuis longtemps, adaptées à l'existence de cette norme de consommation d'équipement. Eurostat considère par exemple comme composantes de la pauvreté le fait de ne pas pouvoir se permettre de remplacer des meubles usés par des neufs. Si de tels indicateurs font l'objet de nombreuses critiques, notamment sur la faible cohérence interne des composantes retenues et la nature subjective de certaines questions (voir Pan Ké Shon, 2015), ils sont le reflet d'une perception de ces pratiques comme constitutives de la pauvreté, allant au-delà d'une approche purement monétaire.

### *L'inégale diffusion sociale de l'usure matérielle*

Au-delà de cette dimension symbolique et historique, la réalité statistique fait apparaître la plupart des pratiques de longévité comme fortement liées aux revenus les plus faibles. À partir des variables disponibles dans les enquêtes EPEM 2016 (CGDD/SDeS) et Budget de Famille 2017 (INSEE), il est possible d'étudier l'association de différentes pratiques de longévité avec le revenu des personnes qui les déclarent (tableau 1). Les équipements des ménages les plus riches sont en moyenne plus récents. En 2016, selon l'EPEM, parmi les ménages disposant de la télévision, seulement 28 % de ceux touchant plus de 4500 € par mois avaient acheté leur dernier téléviseur depuis plus de cinq ans, contre 40 % des ménages gagnant moins de 1200 €. Cette tendance s'observe pour d'autres appareils, tels que le lave-linge ou les équipements informatiques.

Outre la tendance des ménages les plus aisés à posséder plus d'appareils, cette faible ancienneté de leurs équipements s'explique par une tendance à les remplacer alors qu'ils sont encore fonctionnels. En 2016, parmi les ménages dont la dernière acquisition de téléviseur est un achat de renouvellement, seuls 57 % des plus aisés expliquent ce remplacement par une panne, contre 76 % des plus pauvres. De faibles revenus contraignent à espacer ces achats onéreux ; mais les ménages pauvres ont aussi plus de chance d'acheter moins cher, et souvent des biens de faible qualité ou déjà usés (Caplovitz, 1963), plus susceptibles de tomber en panne. Les pratiques d'allongement de la « durée de détention » (cf. encadré 1) sont donc plus fréquentes dans les ménages aux faibles revenus.

Un tel lien ne s'applique pas complètement aux pratiques d'allongement de la « durée d'existence ». La récupération et l'achat d'occasion sont plus fréquents au sein des ménages les plus pauvres : en 2017, parmi les ménages ayant acquis des biens durables durant les douze derniers mois, 24 % des ménages les moins aisés ont eu recours à l'achat d'occasion contre 16,3 % des ménages les plus aisés. Cependant, il n'en va pas de même des pratiques de don ou de revente, plus fréquentes chez les ménages aisés<sup>7</sup>. En 2017, 14,5 % des ménages les plus riches avaient vendu un ou plusieurs biens durables durant les douze derniers mois, contre seulement 6,2 % des plus pauvres. Cette dissymétrie doit être analysée au regard de l'inégale durée d'usage des biens durables à l'intérieur du foyer. Épuisés jusqu'à la panne ou acquis déjà usés, les biens des ménages les plus pauvres ne sont plus en état d'être revendus lorsque ceux-ci souhaitent s'en débarrasser. Les pratiques de longévité associées à la pauvreté sont celles qui impliquent une plus grande usure matérielle des biens, qu'il s'agisse de l'acquisition de biens usés ou de l'utilisation de biens peu récents jusqu'à épuisement.

		Revenu du ménage mensuel en euros						
		<1200	1200-2000	2000-3000	3000-4500	>4500	Ensemble	
<b>Nombre moyen d'EEE possédés (BDF2017)</b>	Total	7	8,3	11	14,1	16,4	11,3	
	Par UC	6,4	6,9	7,4	8	8,6	7,4	
<b>Durée de vie à l'intérieur du foyer</b>	Dernier achat date de plus de cinq ans (EPEM2016)	TV	39,8 %	39,5 %	33,5 %	33,3 %	27,7 %	38,4 %
		Lave-linge	51,2 %	49,4 %	46,8 %	46,7 %	44,7 %	52,7 %
		PC/tablette	19,7 %	21,8 %	13,8 %	11,6 %	8,0 %	16,3 %
	Remplacement motivé par une panne (EPEM2016)	TV	75,5 %	67,2 %	66,8 %	64,6 %	56,5 %	66,7 %
		Lave-linge	94,9 %	90,3 %	93,8 %	91,4 %	89,5 %	92,3 %
		PC/tablette	84,5 %	80,0 %	80,1 %	78,9 %	68,0 %	79,3 %
<b>Durée de vie hors foyer</b>	Après remplacement, ancien appareil donné/rendu/lissé /vendu/échangé (EPEM2016)	TV	22,4 %	26,3 %	24,2 %	22,1 %	26,8 %	24,0 %
		Lave-linge	11,0 %	13,9 %	9,5 %	11,3 %	10,7 %	11,0 %
		PC/tablette	28,4 %	29,5 %	25,0 %	24,1 %	34,5 %	27,1 %
	Achat d'occasion parmi les achats de bien durable (douze derniers mois) (BDF2017)	24,0 %	19,3 %	17,3 %	19,8 %	16,3 %	18,9 %	
	Vente de biens durables au cours des douze derniers mois (BDF2017)	6,2 %	6,5 %	7,6 %	11,8 %	14,5 %	9,1 %	

Sources : EPEM 2016 (CGDD/SDeS), BDF 2017 (INSEE)

<sup>7</sup> Les enquêtés qui adoptent ces pratiques le font souvent pour que leurs objets ne soient pas gâchés ou perdus, alors qu'ils pourraient servir. Un des enquêtés, Thierry, a donné des costumes de marque qu'il n'utilisait plus à la Croix-Rouge, en se disant qu'« autant que ça profite » à d'autres.

## Tableau 1 : Revenu du ménage et pratiques relatives aux biens durables au sein du ménage.

### *Tolérance à l'usure et arrangement avec la contrainte*

Peut-on conclure à un effet négatif du revenu sur l'occurrence de pratiques permettant d'allonger la vie des objets possédés ? Nous construisons un indice de *tolérance à l'usure* en faisant une moyenne des réponses à trois variables de l'EPEM 2016 : « Quand avez-vous acheté pour la dernière fois ce type d'appareil ? », « Le nouvel appareil a-t-il été acheté d'occasion ? » et « L'appareil remplacé était-il défectueux ou en panne ? », appliquées à quatre équipements — télévision, lave-linge, téléphone portable, ordinateur/tablette — soit douze variables au total. Un ménage avec un score élevé sur cet indice tendra ainsi à posséder des objets à longue durée de vie, mais nous excluons la pratique de revente de biens durables, qui ne manifeste pas la même tolérance à l'usure et la même appropriation par les ménages les plus pauvres. Cet indice numérique, standardisé, est utilisé comme variable dépendante dans un modèle de régression linéaire. Le revenu du ménage est mobilisé comme variable explicative, et contrôlé, dans un second modèle, par l'âge, le sexe, le diplôme de la personne interrogée, le nombre d'unités de consommation, la catégorie d'agglomération et la surface d'habitation (tableau 2). En annexe, un troisième modèle inclut trois variables relatives aux opinions de l'individu interrogé à l'égard de l'environnement.

Les plus hauts revenus ont un plus faible score sur l'indice de tolérance à l'usure (Modèle 1 — tableau 2). Toutes choses égales par ailleurs (Modèle 2), le revenu continue d'être associé négativement avec les pratiques de tolérance à l'usure. Loin de disparaître, cet effet tend même à se renforcer, dans la mesure où ces pratiques sont également associées à des caractéristiques sociales largement corrélées au revenu. En particulier, la taille de la famille et la taille du logement, toutes deux associées à un revenu élevé<sup>8</sup>, sont favorables à une plus importante tolérance à l'usure : accroissant la surface à meubler ou les besoins d'équipement du ménage, elles peuvent inciter à se tourner vers le marché secondaire ou à conserver plus longuement les équipements. Ainsi, une fois que l'on contrôle par la taille du logement et de la famille, l'effet du revenu est renforcé. Il en va de même pour le fait de disposer d'un haut niveau de diplôme, qui à revenu égal tend à favoriser la tolérance à l'usure, notamment du fait de la tendance des personnes à fort capital culturel à manifester un rejet vis-à-vis d'une forme de matérialisme (Bourdieu, 2016 [1979] ; Holt, 1998). Si des opinions favorables à la protection de l'environnement par l'action individuelle favorisent également cette tolérance à l'usure, la prise en compte de telles variables n'augmente ni ne diminue l'association de l'indice étudié avec le revenu du ménage (voir tableau 1 en annexe). Il faut néanmoins nuancer l'impact du revenu en soulignant que d'autres variables, telles que le sexe ou l'âge, affectent également l'ampleur des pratiques de tolérance à l'usure. Ainsi, les femmes et les personnes les plus âgées déclarent plus fréquemment de telles pratiques (Modèle 2). L'ampleur de la contrainte budgétaire n'efface pas le poids des socialisations, en l'occurrence de genre et de génération, qui induisent un goût plus prononcé pour l'innovation technologique chez les plus jeunes et les hommes, qui préfèrent des biens plus récents (MaThe & Hebel, 2013, MaThe *et al.*, 2012).

Si les pratiques de longévité liées à une plus grande tolérance à l'usure sont symboliquement associées à la pauvreté, c'est avant tout car elles constituent souvent des formes d'adaptation à une situation de

---

<sup>8</sup> La taille du logement est contrainte par le revenu de l'accédant à la propriété ou du locataire. D'un autre côté, le revenu total s'accroît lorsque le ménage est plus important, car cela implique souvent un plus grand nombre de personnes contribuant au revenu.

faible revenu. De telles adaptations peuvent s'accompagner d'appropriations culturelles et symboliques par les individus, exprimables en termes d'ascétisme ou de choix par les ménages concernés (Guien & Ramirez, 2017). Cette reformulation de la consommation subie en consommation choisie a été observée par Anaïs Collet (2012) sur un autre terrain, celui des nouveaux habitants de Montreuil. Plus dotés en capital culturel qu'en capital économique, ceux-ci développent une « tolérance à l'inconfort matériel » qui leur permet d'accéder à la propriété en s'accommodant de logements industriels en friche. Malgré ces appropriations culturelles potentielles, les pratiques de faible consommation n'en sont pas moins adossées à l'existence d'une contrainte budgétaire puissante (Perrin-Heredia, 2013). Et de même qu'il importe de se dissocier de la notion de choix économique rationnel que la théorie microéconomique du consommateur a progressivement imposée (Perrin-Heredia, 2013), notons que, pour autant que celles-ci sont progressivement construites comme des pratiques de politisation de la consommation (Dubuisson-Quellier, 2018), les comportements amenant à des durées de vie des objets plus longues demeurent le plus souvent des arrangements sous contrainte.

<b>Régressions linéaires portant sur l'indice standardisé de tolérance à l'usure (remplacement, car panne ; achat d'occasion, ancienneté des objets) à partir de quatre équipements (lave-linge, télévision, PC/tablette, téléphone portable)</b>		
	Modèle 1	Modèle 2
Constante	0,23***	-0,04
Revenu (euros/mois)		
<1200	ref.	ref.
1200–2000	-0,12**	-0,12***
2000–3000	-0,24***	-0,3***
3000–4500	-0,32***	-0,39***
>4500	-0,52***	-0,61***
Age		0,002**
Sexe		
Femme		ref.
Homme		-0,11***
Nombre d'unités de consommation		0,09***
Diplôme		
ec. elem./college		0,09
CAP/BEP		0,04
Bac		ref.
Bac+2		0
Bac+3 ou sup		0,08**

Catégorie d'agglomération		
Zone rurale		0,1**
<20 000 habitants		ref.
20 000-99 999 habitants		0,02
>100 000 habitants		-0,02
agglo. Paris		0,04
Surface d'habitation (en m2)		
<64		ref.
65–89		0,07
90–119		0,08*
>120		0,11**
Nombre d'observations	3641	3641
AIC	2213	2187

Source : EPEM 2016 (CGDD — SDeS)

\*\*\*\*\* =  $p < .01$  ; \*\*\*\* =  $p < .05$  ; « \* » =  $p < .1$

Lecture : En 2016 en France, le fait d'avoir un revenu supérieur à 4500 € par mois plutôt qu'inférieur à 1200 € par mois induit en moyenne, une diminution de 0,52 de l'indice de tolérance à l'usure (Modèle 1).

### Tableau 2 : Effet du revenu du ménage sur la tolérance à l'usure — régression linéaire

Ces trois dimensions — à la fois symbolique, statistique et causale — du lien entre faible revenu et pratiques de longévité situent ces pratiques d'un côté de la frontière socio-économique entre riches et pauvres : elles sont un signe de privation socio-économique liée à une contrainte budgétaire importante. Particulièrement rares, les pratiques de longévité déclarées par les ménages aisés semblent échapper à cette pression budgétaire et revêtir des formes différentes, notamment celle de la revente de biens sur le marché secondaire. Pourtant, chez ces ménages, comme nous le montrons dans la partie qui suit, la présence de pratiques de longévité révèle également un rapport ambivalent à la frontière socio-économique qui les sépare des ménages les plus pauvres.

### Ne pas se vivre comme riche : le rapport ambivalent à la frontière socio-économique chez les ménages aisés tolérants à l'usure

Les individus aisés qui déclarent faire durer leurs objets ne tracent pas de frontière socio-économique claire entre eux et les membres des classes moins aisées. Les pratiques de longévité accompagnent un vécu ambivalent de l'aisance et de la contrainte matérielle, dans lequel les individus pourtant objectivement aisés se vivent subjectivement moins comme « riches ». Ce vécu ambivalent de leur statut socio-économique a également, chez de nombreux enquêtés, partie liée avec le sentiment qu'ils ont d'une transmission familiale de valeurs et d'habitudes liées aux contextes de contrainte matérielle connus par leurs ascendants ou durant leur enfance.

*« On fait attention quand même » : richesse objective et sentiment de contrainte budgétaire*

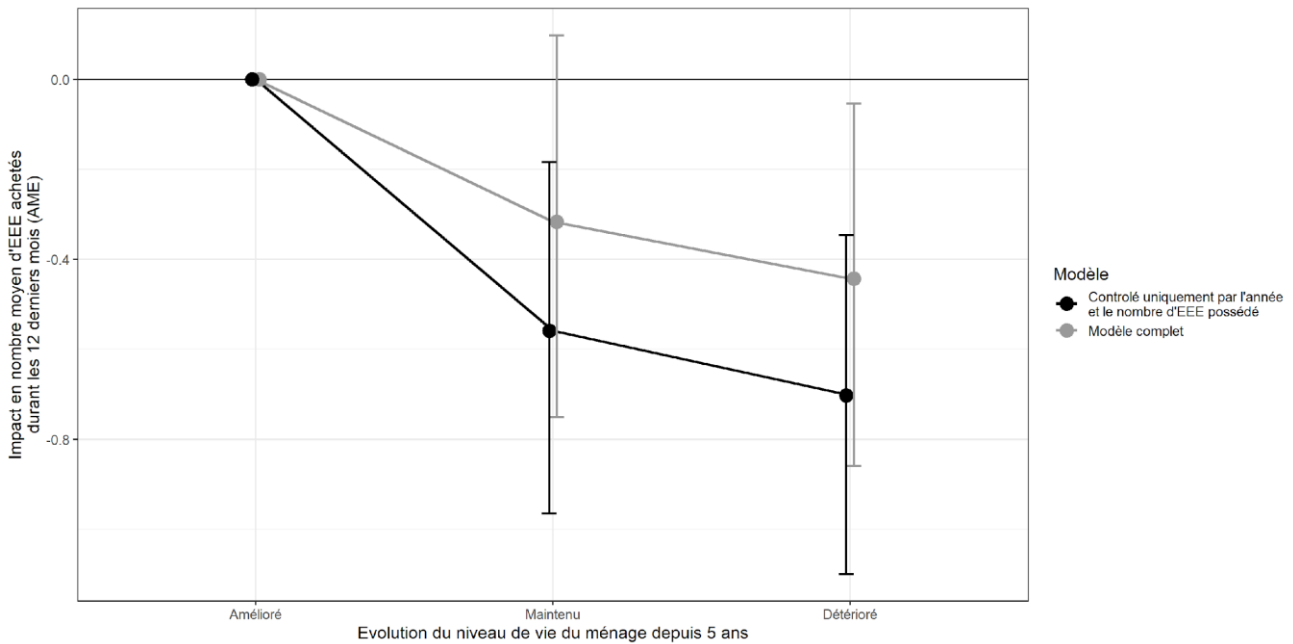
Nous mettons ce phénomène en évidence à partir des données des enquêtes Budget de Famille, réunissant 2265 ménages ayant un niveau de vie mensuel supérieur à 3000 €. Nous disposons pour ces ménages du nombre de biens électriques et électroniques possédés, ainsi que du nombre de biens achetés durant la dernière année, parmi une liste de dix-neuf types de biens. L'enquête fournit aussi un ensemble de variables mesurant les perceptions subjectives relatives à l'aisance financière à travers quatre variables : l'évolution estimée du niveau de vie depuis cinq ans, depuis un an, et durant les cinq années à venir, ainsi que la perception de son niveau de vie. Nous réalisons deux séries de quatre modèles de régressions sur les ménages du dernier décile de niveau de vie, afin d'évaluer la relation entre chacune des quatre variables de perception subjective du niveau de vie et le nombre de biens durables achetés, à nombre d'équipements possédés égal. En contrôlant par le nombre d'équipements possédés, nous mesurons la propension à disposer d'équipements de moins d'un an en éliminant les achats liés à l'accroissement du nombre d'équipements possédés<sup>9</sup>. L'année est également prise en compte comme contrôle. Dans la deuxième série de modèles, nous contrôlons également par le nombre de personnes, la part des femmes, le plus haut diplôme parmi les membres du ménage, le percentile de niveau de vie, l'âge moyen des conjoints, l'année d'emménagement, la taille du logement, ainsi que la taille de la commune d'habitation. Les figures 1, 2 et 3 permettent de documenter le lien entre le niveau de vie perçu ou ses variations, et la propension à disposer d'équipements récents, toutes choses égales par ailleurs. Comme on l'observe (figure 1), le sentiment d'une dégradation du revenu durant les cinq dernières années est corrélé à un plus faible nombre d'achats de biens d'équipement (près d'un équipement de moins acheté), à nombre de biens d'équipement possédé égal<sup>10</sup>. Les ménages qui perçoivent un déclin de leur niveau de vie, alors même qu'ils sont parmi les 10 % les plus aisés, ont tendance à posséder moins d'équipements récents et à faire durer les équipements plus anciens. Cette situation est assez fréquente, avec près de 32 % des ménages aisés déclarant avoir connu une telle dégradation (contre 45 % en moyenne — voir annexe 2).

---

<sup>9</sup> L'utilisation d'une variable de proportion des équipements achetés durant la dernière année (en divisant les achats par le nombre possédé) laisse inchangés ces résultats.

<sup>10</sup> Ce résultat s'observe également lorsque l'évolution du niveau de vie est évaluée pour la dernière année seulement (Annexe 3).

**Figure 1 : Lien entre l'évolution du niveau de vie du ménage depuis cinq ans et la nouveauté des EEE — Effets marginaux extraits d'un modèle de régression de Poisson**



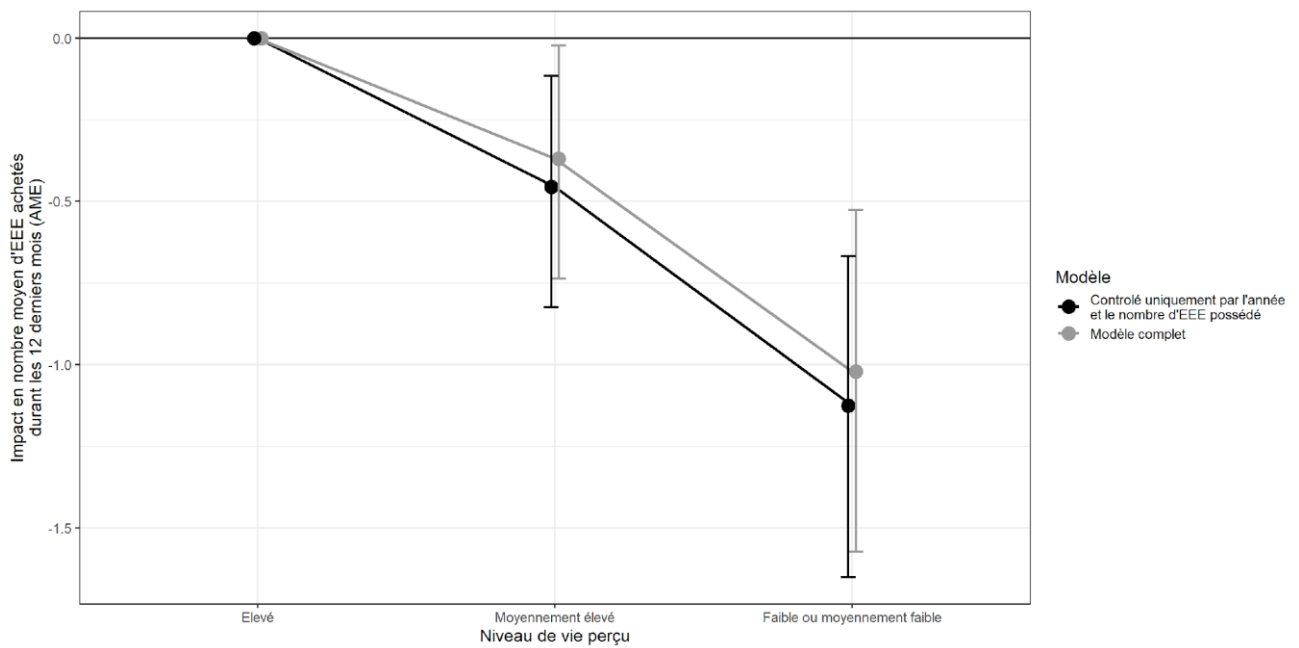
Source : BDF 2011 et BDF 2017 (INSEE) — Modèle complet disponible en Annexe

Champ : Ménages de France métropolitaine dont le niveau de vie mensuel est supérieur ou égal à 3000 € de 2017.

Lecture : En moyenne entre 2011 et 2017 en France, le fait d'avoir ressenti une baisse de son niveau de vie depuis cinq ans plutôt qu'une hausse est associé, à nombre d'équipements possédés égal et autres caractéristiques sociodémographiques égales, à une baisse de 0,4 du nombre d'EEE achetés durant les douze derniers mois.

De même (figure 2), percevoir son niveau de vie comme moyen ou faible est significativement associé au fait de moins renouveler les biens durables. 63 % des ménages aisés déclarent ainsi avoir un niveau de vie moyennement élevé et 6 % un niveau de vie faible à moyennement faible (contre respectivement 46 % et 47 % en moyenne — voir annexe 2). Lorsque l'on ajoute au modèle un effet d'interaction entre niveau de vie perçu et anticipation d'évolution du revenu sur les cinq années à venir (figure 3), nous voyons que ce lien ne s'observe que lorsque les ménages n'anticipent pas d'amélioration du niveau de vie. Les pratiques de longévité vont de pair avec le fait de se percevoir comme ayant un niveau de vie moyennement élevé à faible et de penser que celui-ci va se maintenir ou se détériorer. Le fait de se vivre comme « juste » ou de sentir qu'il faudra « faire plus attention » dans les années à venir est hétérogène et intimement lié au rapport aux objets et au confort matériel. Il pourrait également refléter, même chez ces ménages aisés, une forme d'insécurité sociale (Duvoux & Papuchon, 2018), liée aux évolutions passées et anticipées du niveau de vie.

**Figure 2 : Lien entre l'opinion du ménage quant à son niveau de vie et la nouveauté des équipements électriques et électroniques (EEE) — Effets marginaux extraits d'un modèle de régression de Poisson**



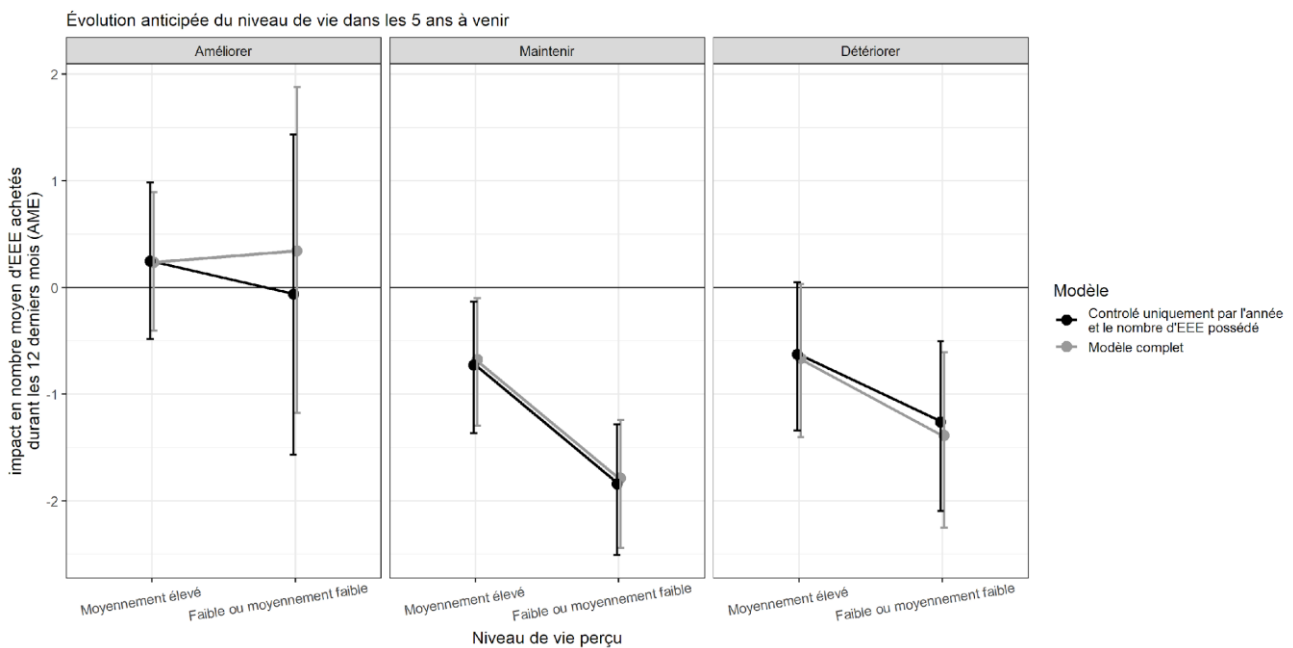
Source : BDF 2011 et BDF 2017 (INSEE) — Modèle complet disponible en Annexe

Champ : Ménages de France métropolitaine dont le niveau de vie mensuel est supérieur ou égal à 3000 € de 2017.

Lecture : En moyenne entre 2011 et 2017 en France, le fait de percevoir son niveau de vie comme faible à moyen plutôt qu'élevé est associé, à nombre d'équipements possédés égal et autres caractéristiques sociodémographiques égales, à une baisse de 1 du nombre d'EEE achetés durant les douze derniers mois.



**Figure 3 : Lien entre l’opinion du ménage quant à son niveau de vie, anticipation d’évolution de celui-ci et nouveauté des EEE — Effets marginaux extraits d’un modèle de régression de Poisson**



Source : BDF 2011 et BDF 2017 (INSEE) — Modèle complet disponible en Annexe

Champ : Ménages de France métropolitaine dont le niveau de vie mensuel est supérieur ou égal à 3000 € de 2017.

Lecture : En moyenne entre 2011 et 2017 en France, chez les personnes anticipant une détérioration de leur niveau de vie dans les cinq ans à venir, le fait de percevoir son niveau de vie comme faible à moyen plutôt qu'élevé est associé, à nombre d'équipements possédés égal et autres caractéristiques sociodémographiques égales, à une baisse de 1,5 du nombre d'EEE achetés durant les douze derniers mois.

Un tel décalage entre niveau de vie objectif et subjectif s’observe dans les entretiens. Sylvie et Patrice ont un revenu élevé. Patrice gagne environ 4000 € par mois, et Sylvie 2700 €, ce qui fait un total de 6700 €. Ils reçoivent souvent des amis à dîner et privilégient une nourriture « saine », achetée au marché et en magasin bio. Ils estiment à environ 1000 € par mois les dépenses liées aux repas. Ils ne se privent pas non plus d’aller au cinéma, au musée ou au restaurant, ni d’être abonnés à des plateformes de streaming. Malgré cela, Sylvie et Patrice se considèrent comme limités financièrement<sup>11</sup> :

On se débrouille, mais c’est vrai que franchement il ne reste pas à la fin du mois. On n’a pas un salaire qui fait qu’on peut vivre... et on fait attention quand même. On n’est pas des gens qui... on n’achète pas pour acheter, quoi, on n’est pas dépensiers... Patrice ne change pas beaucoup de fringues...

<sup>11</sup> Patrice et Sylvie se considèrent en particulier limités par des dépenses qu’ils jugent contraintes, telles que le crédit pour la maison, les prêts étudiants de leurs enfants ou des impôts. Cependant, l’inclusion d’une variable mesurant la part des dépenses pré-engagées (crédit, loyers, charges, abonnements, assurances, impôts) dans le revenu total du ménage dans les modèles économétriques présentés dans les figures 1, 2 et 3 ne modifie ni l’ampleur ni la significativité de l’effet des variables de mesure subjective du niveau de vie. Si de telles dépenses fournissent un support de justification au fait de se sentir contraint pour certains enquêtés, elles ne semblent pas, au niveau agrégé des ménages aisés étudiés, pouvoir s’y substituer.

**Sylvie, 58 ans, assistante commerciale dans une société d'agroalimentaire, vit en couple à Châtillon avec Patrice, 54 ans, chef de projet événementiel dans un centre de congrès, env. 4470 € net/mois par UC**

Le sentiment d'avoir vécu une baisse du niveau de vie accompagne également, malgré leur aisance budgétaire, le moindre renouvellement des biens durables. Aucun des ménages étudiés ne décrit une amélioration sensible du revenu ces dernières années, mais plutôt une stagnation voire une détérioration par un allègement du temps de travail rémunéré : départ à la retraite, chômage, année sabbatique, passage à temps partiel.

La propension à tolérer des objets anciens et usés accompagne, chez les ménages aisés, un sentiment de pauvreté ou d'appauvrissement relatifs. L'identification à un style de vie associé à celui des riches, impliquant de faire des dépenses fréquentes, coûteuses et potentiellement ostentatoires opère moins chez ces individus qui n'associent pas clairement leur revenu élevé à un statut socio-économique supérieur.

### *Souvenirs d'enfance et transmission d'une identité de « non-riche »*

La contrainte budgétaire ressentie fait écho au discours des enquêtés, lorsqu'est abordée la question de leur enfance et de leur socialisation. Ceux-ci ont souvent hérité d'une forme d'hostilité vis-à-vis de formes de distinction passant par une consommation riche et abondante. En s'identifiant à des racines modestes ou à une histoire familiale emplies du poids de la contrainte budgétaire, ils assument un décalage par rapport à leur revenu actuel. Ils mobilisent les pratiques de longévité comme des éléments de cette transmission, qui les maintiennent à distance de formes de démonstration pécuniaire par la consommation. Ils évoquent deux ensembles de pratiques : une sobriété dans la consommation (réfléchir avant d'acheter, ne pas avoir beaucoup d'objets) ; et un soin porté aux objets pour les préserver.

Souvent, les enquêtés lient cet héritage à une origine sociale populaire. Serge, 62 ans, cadre (directeur de rédaction) au revenu élevé (4000 € par mois par unité de consommation) se présente comme issu d'une famille modeste (père ouvrier d'imprimerie et une mère agent de maîtrise) et non diplômée dans laquelle son père et son oncle, très bricoleurs, réparaient souvent l'électroménager. Le travail manuel de production et d'entretien des objets y était fortement valorisé. Il fallait faire « attention » à ces objets, car ils avaient une valeur monétaire dont ses parents avaient fortement conscience du fait de leur bas revenu.

Sans mentionner un milieu populaire, la plupart des enquêtés s'inscrivent dans un héritage, sur plusieurs générations, de valeurs d'économie liées aux situations de contraintes matérielles connues par leurs aïeux. Le cas de Colette l'illustre bien. Cette retraitée vient d'un milieu aisé : son père était cadre à la fin de sa carrière, chef comptable, tandis que sa mère était employée dactylo. Toutefois, son père était pupille de la nation et sa mère issue d'un milieu « extrêmement modeste ». Même aujourd'hui, alors qu'elle dispose de ressources importantes, elle remplace rarement un objet en panne sans tenter de le réparer.

J'ai connu des grands-parents, et puis mon milieu aussi, qui ont fait toujours très attention parce qu'ils n'avaient pas beaucoup d'argent, et ça c'est à mon avis quand même un peu ancré dans ma tête ! [rire] Et c'est ce que je dis toujours à mes petits-enfants : « N'oubliez jamais d'où vous venez ».

**Colette, 83 ans, enseignante-chercheuse à la retraite, vit seule à Paris 14e, env. 3300 € net/mois par UC (source de revenus : pension retraite)**

Colette s'identifie à son milieu d'origine, incarné par des grands-parents dont elle présente le revenu comme faible. Elle revendique une forme de vigilance à l'égard de l'argent et des objets possédés, qu'elle souhaite elle-même transmettre à ses petits-enfants. Ainsi, elle garde une distance vis-à-vis du confort apporté par son revenu et refuse de tracer une frontière symbolique entre elle et les personnes aux revenus modestes.

De tels récits sont également rapportés en lien avec les conditions de vie de l'époque durant laquelle les enquêtés — qui sont, rappelons-le, plus âgés que la moyenne des Français — ont grandi. D'après eux, le confort matériel est devenu la norme, par contraste avec la cherté des biens durables avant les années 1960. La présence de ces discours et pratiques mettant l'accent sur le souci d'économie peut être analysée comme la manifestation de l'*hysteresis* de l'habitus des personnes rencontrées, qui conservent des dispositions propres à des conditions économiques révolues (Bourdieu, 2018 [1980]). Mireille, née en 1945, raconte que sa mère a vécu la guerre, reprisait ses vêtements et l'a éduquée à ne pas gaspiller. Elle explique aussi que le rapport à la consommation était différent à cette époque.

Nous, acheter un truc c'était exceptionnel. On essayait de trouver le moins cher, qui dure longtemps justement... Parce qu'on n'avait pas les moyens de racheter tout le temps. Mais la vie a complètement changé, hein. [...] On n'était pas malheureux. On avait un rapport aux objets, je pense, qui n'était pas du tout le même que maintenant. Et moi j'ai un peu gardé ça...

**Mireille, 74 ans, chargée d'études à la retraite, vit seule à Saint-Germain-en-Laye, env. 5100 € net/mois par UC (source de revenus : pension retraite 3500 € + loyer 1600 €)**

Mireille comme Colette ont gardé un rapport de sobriété et de soin aux objets, que toutes deux associent à leur éducation. Pour Mireille, c'est avant tout le contexte historique de pénurie qui est en cause. Loin de rejeter le rapport spécifique des générations les plus anciennes à la sobriété, elle tend même à le valoriser. À travers ces extraits, on observe combien, malgré leur aisance budgétaire objective, les enquêtés refusent de s'identifier au pôle aisé de l'espace social. On pourrait penser que le diplôme élevé de nombre d'entre eux les amène à s'identifier plus volontiers au pôle culturel de l'espace social, et à accorder une importance moindre à l'affirmation de leur statut socio-économique. Néanmoins, cette propension de certains des individus les plus riches à « dénier leur affiliation à la catégorie de "riches" » (Herlin-Giret, 2018) a également été observée dans des franges plus faiblement diplômées ou particulièrement fortunées (top 3 %) de l'espace social (Bozouls, 2020 ; Herlin-Giret, 2018). Les discours des enquêtés font ainsi largement écho aux discours de privation tenus par de nombreux ménages aisés de New York et de la banlieue parisienne rencontrés par Rachel Sherman ou Loraine Bozouls, qui considèrent que les « vrais riches » sont ailleurs (Sherman, 2017 ; Bozouls, 2020). Les pratiques de longévité agissent ainsi à la fois comme révélateur et comme catalyseur d'une impossibilité, pour les ménages aisés qui les déclarent, de se positionner clairement le long de la frontière socio-économique.

## **Environnement, technique et patrimoine : des significations hautement distinctives**

La frontière socio-économique n'est pas la seule frontière symbolique en jeu dans la consommation de biens durables. Comme les pratiques alimentaires (Kennedy *et al.*, 2019), les biens durables constituent

un domaine où s'entrecroisent différents répertoires distinctifs. Ces répertoires transmettent et reproduisent des jugements alternativement moraux, culturels ou esthétiques. Mobilisés dans les discours des personnes aisées interviewées<sup>12</sup> afin de justifier ou présenter leurs pratiques de longévité, ces répertoires permettent de comprendre les bénéfices symboliques que les pratiques de longévité leur procurent.

### *Résistance et éthique : la valorisation des enjeux environnementaux et de l'anti-consumérisme*

Le répertoire éthique et moral de délimitation de frontières symboliques est celui dont on pouvait présupposer l'existence avec le plus de certitude. D'abord parce que l'importance des injonctions et préceptes moraux dans la détermination des conduites économiques est bien connue depuis les travaux de Max Weber (2013 [1905]). Plus récemment, Rachel Sherman (2017) a montré comment les classes aisées new-yorkaises s'évertuent à rester, malgré leurs privilèges, de « bonnes personnes », moralement dignes. Avec Sherman, on peut interpréter les injonctions — décrites dans la partie précédente — à savoir se satisfaire de peu comme des manières de se distinguer non pas des pauvres, mais des « mauvais riches » qui n'auraient pas cette éthique de la modération et ce respect des personnes vivant plus difficilement qu'eux.

L'importance de ce répertoire moral ne surprend pas non plus lorsque l'on considère la manière dont ces pratiques de longévité se sont chargées d'une signification environnementale. D'abord évoquées par les controverses autour de l'obsolescence programmée qui agitent la scène médiatique depuis les années 2010 (Guien, 2019), les pratiques de longévité sont aujourd'hui davantage mises en avant, par les acteurs gouvernementaux notamment, comme une des manières de limiter l'impact négatif des modes de vie individuels sur l'environnement. Un tel phénomène se traduit chez la plupart des individus interrogés par une volonté croissante d'investir d'une dimension politique et éthique sa consommation — faisant écho à la figure du « consommateur-citoyen » (Clarke *et al.*, 2007) — voire de manifester une forme de contestation à travers les pratiques de longévité. Les enquêtés mettent ainsi en avant les impacts écologiques de la production et de la destruction des objets, que les pratiques de longévité limitent.

Or, la manière dont la question environnementale fournit, en particulier en ce qui concerne les plus riches, un support de traçage d'une frontière morale entre « élites éthiques » et « riches égoïstes » est connue (Kennedy et Horne, 2020). On retrouve ce registre distinctif dans le discours de Béatrice. Chez cette directrice générale des services d'une commune, diplômée d'un Master en environnement, semble transparaître un « éco-habitus » (Carfagna *et al.*, 2014). Cette notion a été conceptualisée par la littérature nord-américaine récente, héritière de la tradition bourdieusienne, pour désigner un ensemble de goûts et de dispositions fréquent chez les individus urbains à fort capital culturel, qui se caractérise par une sensibilité écologique et une tendance à la consommation engagée.

Quand on va arriver à la partie deux sur la qualification de ma personne par rapport à votre analyse, je pense que je ne suis pas un super méga exemple non plus. Pourquoi ? Parce que j'ai une certaine conscience environnementale, donc je ne suis pas forcément madame tout le monde ;

---

<sup>12</sup> Il n'est ici pas question d'affirmer que de tels répertoires distinctifs associés aux pratiques de longévité seraient spécifiques aux classes supérieures aisées. Les travaux sur l'arbitraire culturel (Bourdieu et Passeron, 2018) et sur les frontières symboliques (Jarness, 2017) ont montré comment les répertoires d'évaluation et de valorisation symboliques de pratiques distinctives sont manipulés par différents groupes sociaux. Mais ils ont aussi mis en avant l'aisance que les classes supérieures ont pour les formuler, les promouvoir et les mobiliser discursivement afin d'affirmer leur supériorité.

que j'ai un bagage universitaire, donc là aussi je m'éloigne des catégories un peu plus classiques, et en plus j'ai une formation en environnement. Et du coup, c'est assez drôle parce que dans mon entourage j'ai plutôt des gens conscientisés ou qui ont fait les mêmes études que moi, et l'autre jour ils m'ont dit : « Ah non, mais toi, t'es trop décroissante ».

**Béatrice, 40 ans, directrice générale des services d'une commune rurale, vit seule à Forcalquier, env. 3000 € net/mois par UC (source de revenus : salaire)**

Béatrice rend ici explicite le sentiment d'appartenir à une « élite éthique », l'environnement étant un élément qui la distingue à la fois du reste de la population et de son entourage. Les pratiques de longévité, rendues visibles comme des pratiques de « décroissance », deviennent ainsi des supports par lesquelles les frontières morales se manifestent.

Les jugements éthiques déployés dans les discours dépassent parfois la question environnementale pour mettre en lumière un rejet plus global du consumérisme. Le discours de Claudie illustre cette logique. Au moment où intervient l'extrait, cette professeure en lycée parle des émissions télévisées de décoration, qui incitent les téléspectateurs à renouveler leur équipement.

Toutes ces émissions, moi je regarde par curiosité... Qu'on jette ce qu'on a, qu'on renouvelle, et que des choses qu'on a aimées, qu'on a désirées, tout d'un coup on les regarde comme des choses qui sont ringardes et qu'on n'aime plus... c'est insupportable ! Et c'est de plus en plus rapide ! Moi ça m'amuse quand je regarde ces émissions. Le carrelage qui était à la mode, ah ben l'année suivante, il faut le changer. C'est fou ! [...] Comme on est esclaves du goût dominant. Ou enfin, qu'on nous impose, tout ça pour qu'il y ait de la vente et du commerce, hein.

**Claudie, 60 ans, professeure d'arts plastiques et histoire de l'art en lycée, vit seule à Paris 5e, env. 3500 € net/mois par UC (source de revenus : salaire)**

Les présentateurs des émissions de décoration diffusent ce que Claudie considère comme des « injonctions » à la mode, qu'elle refuse. Cette politisation de la consommation laisse transparaître des jugements moraux par lesquels elle déprécie les autres, ceux qui dans son entourage suivent cette mode. Le répertoire moral se conjugue, chez cette professeure d'arts plastiques, avec des jugements esthétiques : les pratiques de longévité manifestent aussi ici un rejet de la consommation des masses dépourvue de bon goût.

### *L'affirmation d'une culture technique*

Les enquêtés mobilisent un second répertoire distinctif. Celui-ci consiste en un rapport expert et technique aux objets. Il est surtout présent dans le discours des hommes enquêtés, à propos de pratiques de réparation et d'entretien d'EEE. Bricoler et réparer demeurent associées à la masculinité dans les représentations. En témoigne la répartition de l'espace au sein du foyer, le garage et l'atelier étant souvent des pièces exclusivement fréquentées par les hommes (Gelber, 1997). Pour les enquêtés mobilisant le répertoire technique, être capable de démonter et remonter est une question de savoir et de compétences, rattachée à ce que l'un d'entre eux appelle une « culture technique », dont ils revendiquent la maîtrise. Ce savoir peut faire l'objet d'un désir de transmission. Briec, enseignant-chercheur en physique et fondateur d'un Repair Café, met en avant ce désir lorsqu'il parle d'apprentissage, de pédagogie, qu'il déploie en Repair Café, mais aussi ailleurs, notamment sur Internet en alimentant des pages *Wikipedia*.

Chez ces individus, souvent ingénieurs, la technique est — tout comme dans le contexte d'usine étudié par Vallas (2001) — un moyen de tracer une frontière symbolique. Cette frontière sépare d'un côté ceux qui savent faire, connaissent le fonctionnement des objets et ainsi « ne se laissent pas faire » par eux, et de l'autre ceux qui ne disposent pas de cette compétence. Pour Bernard, 60 ans, ancien ingénieur désormais au chômage, il est important d'être « indépendant » vis-à-vis des fabricants, et seule la connaissance des objets permet cela. Il décrit la manière dont il cherche à mettre au jour les intentions qui ont guidé l'élaboration de tel ou tel produit, distinguant les objets « bien pensés », supérieurs techniquement et ergonomiquement, des objets « mal pensés ». La « culture technique », dont les Allemands seraient les principaux tenants, s'opposerait ainsi à une culture poussant à la « consommation de bas niveau, donc acheter Chinois », qui serait typique de la « culture française » de laquelle il se dissocie. L'association que Bernard, dans l'extrait qui suit, fait entre autonomie, culture, intelligence et maîtrise des objets donne les contours de cette frontière technique.

J'ai un esprit cartésien. Je suis très autonome. Je ne fais pas réparer, je répare moi. Donc c'est une différence. Et surtout je ne casse pas ; donc c'est encore mieux. [...] Les gens ont une utilisation qui favorise le gaspillage, alors qu'ils pourraient faire autrement.

Enquêtrice : C'est quoi les astuces très pratiques ?

Sur la voiture de ma femme, c'est une Scenic allemande. Quand on coupe le contact, les phares restent allumés. Sauf si on ouvre la porte. Ma femme est juriste, pas ingénieure ; donc ça fait trois fois qu'elle change de batterie. Donc voyez, ce n'est plus de l'obsolescence programmée, on favorise ça. C'est vente forcée, vente cachée, enfin il y a tout un pan comme ça qui n'est pas visible. Ce que je fais moi, c'est que je coupe le contact et j'ouvre la porte tout de suite, et les phares s'éteignent. [...] Après je ne veux pas me mettre en avant, mais il se trouve que je connais beaucoup d'ingénieurs et ils font tous attention à ça. On a tous le petit truc... Mais c'est normal, on est formés à avoir...

**Bernard, 60 ans, ancien ingénieur système au chômage, vit en couple avec sa femme à Munich, âge inconnu, juriste, env. 10 000 € net/mois par UC (source de revenus : salaire de sa femme)**

Par sa maîtrise des objets, Bernard se distingue des « gens » ordinaires tout en s'associant lui-même aux ingénieurs qu'il revendique de compter parmi ses relations (préservant une appartenance à ce groupe mise à mal par la situation de chômage dans laquelle il se trouve). La frontière technique recouvre, pour Bernard, une frontière professionnelle et scolaire : son appartenance à un métier, avec l'apprentissage que cela a impliqué, rend son rapport aux objets supérieur à ses yeux. Elle recouvre également une frontière de genre : en racontant une anecdote centrée sur l'automobile, objet longtemps réservé aux hommes (Demoli & Lannoy, 2019), et en s'opposant dans ce récit à sa femme qui ne sait pas utiliser correctement l'objet dont elle est propriétaire, il réactive des stéréotypes de genre faisant de la maîtrise technique un trait masculin.

Cette mise en valeur des compétences techniques va souvent de pair avec le récit d'un parcours précoce d'apprentissage de la réparation, soit auprès de membres de la famille (souvent des pères ou des oncles), soit le plus souvent seul, en autodidacte. Les enquêtés avancent qu'ils ont commencé à démonter leurs propres jouets alors qu'ils étaient encore de jeunes enfants, naturalisant une curiosité technique qu'ils présentent comme innée. L'image d'eux-mêmes ainsi donnée apparaît d'autant plus cohérente et distinctive : les « vrais » sont ceux qui sont nés avec la fibre bricoleuse.

## *Le goût de l'ancien et la patrimonialisation des objets*

Un troisième type de répertoire consiste en une valorisation des objets esthétiques, anciens et atypiques, dont il s'agit d'apprécier, en plus de leur originalité, l'inscription dans un héritage à préserver. Les pratiques de longévité s'inscrivent alors dans une logique de reproduction du groupe au travers de la transmission d'objets manifestant son capital économique, mais aussi culturel (Jourdain & Naulin, 2011). Cette logique de patrimonialisation est au cœur d'une économie de l'enrichissement profitant aux plus riches, au sein de laquelle les marchandises qui ont déjà circulé font l'objet d'une (re)valorisation *via* des narrations (Boltanski & Esquerre, 2017).

Les pratiques de longévité s'accompagnent, dans ce répertoire, d'un goût pour la petite boutique, l'objet artisanal et les matériaux « nobles ». Par contraste, les grandes enseignes, le plastique, le formica et les produits chinois font souvent figure de repoussoirs. Pour Pauline, anesthésiste de 47 ans, l'objectif de distinguer son style d'ameublement de celui du reste de la population devance même les motivations écologiques qu'elle valorise par ailleurs :

Dans l'ancien appartement [...] on avait quand même pas mal de mobilier Ikea comme beaucoup. Alors après, pas tant que ça, parce qu'en fait, on n'avait pas envie de rentrer... pour des histoires de goût. À Paris, tout le monde a le même intérieur. Donc on voulait avoir un intérieur un peu différent. Au départ c'était ça, la motivation, et après s'est rajoutée la motivation écologique.

**Pauline, 47 ans, anesthésiste, vit en couple avec deux enfants à Paris 5e, env. 5040 € net/mois par UC (source de revenus : salaires 9700 € + loyer 1895 €)**

Pour ces individus, les pratiques de longévité permettent de tracer une frontière esthétique. Citons à nouveau Sylvie et Patrice qui brandissent l'ancienneté des objets comme un étendard. Au fil de l'entretien, ils présentent leurs meubles de « récup' » et le travail de restauration qu'ils ont dû accomplir pour les mettre au goût du jour. Par ce détournement d'objets, Sylvie et Patrice se rapprochent du style de vie des individus urbains à fort capital culturel qui participent à la gentrification de certains quartiers (Chalvon-Demersay, 1998 ; Collet, 2012). Dès les années 1990, Sabine Chalvon-Demersay relevait que les nouveaux habitants du 14e arrondissement parisien détournaient des « objets hétéroclites » pour leur logement, dans une recherche d'originalité : elle donne l'exemple de cagettes récupérées sur les marchés, peintes et transformées en rangements. Anaïs Collet parle d'« esthétique de l'hybridation » pour décrire le mélange d'objets « entre le populaire et le distingué » qu'elle observe dans les lofts des gentrificateurs de Montreuil (Collet, 2012, p.31-32).

Une partie de l'ameublement de Sylvie et Patrice provient aussi de leurs familles. Le critère esthétique est renforcé par un critère affectif : un beau meuble est, pour eux, un meuble qui a une mémoire.

Sylvie : Il y a ce fauteuil qui vient de chez ma mère ; là-haut on a surtout des buffets, des vieilles armoires... voilà. On mélange un petit peu, on aime bien mélanger un peu l'ancien et le plus récent.

Patrice : Donc ce sont des objets pleins d'histoire, pleins de souvenirs... que t'as vus, toi, chez tes grands-parents, qui ont vécu, qui ont une trace. Une trace émotionnelle.

**Sylvie, 58 ans, assistante commerciale dans une société d'agroalimentaire, vit en couple à Châtillon avec Patrice, 54 ans, chef de projet événementiel dans un centre de congrès, env. 4470 € net/mois par UC**

Sylvie et Patrice évoquent des significations accordées aux meubles habituellement typiques d'un autre milieu social que celui des gentrificateurs : la grande bourgeoisie. Les meubles y sont parfois moins valorisés pour leur fonction que pour leurs qualités historiques et leur capacité à faire perdurer l'identité familiale (Le Wita, 1988 ; Pinçon & Pinçon-Charlot, 2007). Valorisées par de nombreux enquêtés, les manières d'acquérir le mobilier par des héritages familiaux et des achats chez des antiquaires ou dans des boutiques spécialisées sont également typiques des ménages de la classe dominante (Bourdieu, 2016 [1979]). Néanmoins, dans les univers grands bourgeois, les meubles sont généralement acquis auprès d'autres membres de la haute bourgeoisie, se maintenant au sein de la même classe sociale (Pinçon & Pinçon-Charlot, 2007). À l'inverse, dans les ménages étudiés, les meubles valorisés ont plutôt une origine rurale ou populaire. Ghyslaine, ingénieure cartographe, le décrit en évoquant ses parents. Elle a grandi à Lyon, auprès d'un père responsable technique en bâtiment et d'une mère enseignante. Dans les années 1970, ses parents louaient une pièce dans une ferme à la campagne pour y venir en vacances. Elle décrit l'interaction qui s'est déroulée entre eux et le propriétaire, Benoît, autour d'une armoire :

Un jour mes parents arrivent, on était dans la cour, et le gars commençait à brûler une corniche d'une armoire. Il était en train de brûler l'armoire, c'était là où il mettait la vaisselle, et il la virait et il s'était commandé un ensemble de cuisine en formica ! Pour eux c'était le summum de la modernité ! Et là ils ont dit : « Oulala, Benoît, mais qu'est-ce que tu fais ?! ». « Oh, mais c'est un vieux machin, on s'en débarrasse ! ». « Arrête-toi » et tout. Donc sa corniche c'était mort, et les parents ont dit : « Mais t'es sûr de ton coup ? », et en fait c'était une armoire de style Louis XVI ! Mais après ils n'ont jamais regretté de l'avoir donnée à mes parents, au contraire ils étaient contents.

**Ghyslaine, 57 ans, ingénieure cartographe, vit seule à Paris 14e, env. 4100 € net/mois par UC (source de revenus : salaire)**

La famille de Ghislaine accordait de la valeur au mobilier ancien que l'on pouvait trouver dans les campagnes. La figure-repoussoir est celle du « formica » considéré comme le « summum de la modernité » par les voisins « ruraux » desquels elle se distingue ainsi que ses parents, qui savent reconnaître et respecter un objet de valeur doté d'une certaine noblesse (« armoire de style Louis XVI »). Son cas évoque celui de la bourgeoisie du XIXe siècle étudiée par Manuel Charpy (2007), qui valorisait des objets porteurs de « pittoresque » qui puissent les « faire rêver », et manifestait une volonté « d'échapper au commerce et à la tyrannie de la nouveauté, à la modernité ». On reconnaît, dans les comportements de la bourgeoisie d'alors comme ceux des ménages interviewés, un attrait pour une forme d'authenticité qui se distinguerait du goût des masses pour la nouveauté. Les pratiques de longévité et les discours dont elles sont le support permettent de tracer une frontière esthétique : celle du bon goût, de l'originalité, de l'authenticité et de l'appréciation du patrimoine.

Si le rejet des meubles standardisés au profit du meuble atypique est présent dans la plupart des entretiens, la manière de valoriser le patrimoine familial varie. Hommes et femmes n'accordent pas la même importance à la dimension mémorielle des objets, les premières évoquant une volonté de conserver les objets hérités tandis que les seconds présentent un rapport plus utilitaire aux objets, rejetant une forme de sentimentalisme. Cet écart renvoie à la différence de rôles genrés dans la famille : aux hommes le rôle de « bâtisseurs », la responsabilité de fonder un patrimoine et de l'accumuler ; aux femmes, le rôle de « gardiennes », celui de l'entretien et de la conservation des objets présents (Billaud *et al.*, 2015). Cette tâche proprement féminine s'inscrit dans une division sexuée du travail de reproduction sociale, dans lesquelles les femmes de classes supérieures sont en charge de convertir le capital économique en capital culturel (Albenga, 2015) et d'assurer l'entretien de ce dernier « dans sa



forme traditionnelle » et désintéressée (Bourdieu, 2016 [1979], p.361). Si les femmes ont, de manière générale, une propension plus importante à faire durer les objets, celle-ci s'accompagne, dans les ménages rencontrés, de la prise en charge d'un travail émotionnel et esthétique, en particulier pour les meubles et autres objets à faible contenu technologique.

Ces répertoires moraux, techniques et esthétiques ne sont pas nouveaux. Le répertoire éthique, valorisant la moralisation de la consommation, a été identifié au moins dès le XX<sup>e</sup> siècle, avec l'avènement des associations de consommateurs (Chessel, 2012), et prend récemment une dimension écologique importante (Dubuisson-Quellier, 2018). Concernant le répertoire technique, la valorisation de la figure du bricoleur, associée à la figure du père et chef de famille, était déjà présente dans les années 1900 (Gelber, 1997). Le répertoire esthétique faisait déjà partie des discours bourgeois au XIX<sup>e</sup> siècle (Charpy, 2010), et se retrouve chez les *gentrificateurs* de certains quartiers franciliens, dès les années 1990 (Chalvon-Demersay, 1998). Ces répertoires sont aussi associés à des biens différents. Si les individus mobilisent le répertoire éthique pour tout type d'objets, promouvant une résistance à la consommation de biens en général, ils mobilisent davantage le répertoire technique pour des objets à forte technologie, mécanique (voiture) ou électronique (EEE). Enfin, ils s'inscrivent davantage dans le répertoire patrimonial au sujet des meubles et autres objets à fort potentiel mémoriel et esthétique.

Les frontières symboliques ainsi tracées ne recouvrent pas complètement des frontières de classes sociales. Certes, le rejet de matériaux tels que le formica, de commerces bon marché tels que les magasins Ikea ou de lieux de fabrication de produits à bas coût comme la Chine témoigne de l'effort fourni par nombre de ces ménages pour se distinguer des ménages des classes populaires et de leurs pratiques de consommation supposées. Mais les frontières symboliques qui se dessinent dans les discours de ces individus parcourent également la classe dominante. Celles-ci sont en partie des frontières de genre, comme nous l'avons vu au sujet des répertoires technique et esthétique. Mais plus généralement, les ménages aisés qui se considèrent dotés d'une certaine « force morale » et d'un goût de l'« authentique » se distinguent de ceux qui, d'après eux, se soumettent à la consommation des masses. Les ménages aisés rencontrés se perçoivent comme membres d'une petite élite de consommateurs-citoyens, de connaisseurs, ou d'héritiers d'un patrimoine qui n'est pas réellement monétisable.

## Conclusion

À travers l'étude des pratiques de longévité, nous avons exploré trois répertoires de distinction alternatifs à la consommation ostentatoire mobilisés par les classes supérieures aisées : la morale, qui s'incarne progressivement dans une mise en valeur d'une consommation éthique ; la technique, qui s'appuie sur la mise en évidence de savoir-faire et compétences masculines ; et l'esthétique patrimoniale, qui valorise l'objet ancien, unique et transmissible. Le croisement des méthodes et matériaux permet de mieux comprendre dans quelles configurations apparaît un tel recul du registre de la consommation ostentatoire au profit de l'affirmation d'un statut d'élite anti-consumériste. En effet, à l'échelle de la population française, la tolérance à l'usure demeure un phénomène social fortement associé à des situations de pauvreté, tandis que les ménages les plus aisés tendent toujours à accumuler et renouveler leurs biens durables, consommant des objets neufs et récents. Si les ménages enquêtés mettent en avant des répertoires distinctifs alternatifs à l'ostentation matérielle, la composante consumériste du style de vie de la plupart des ménages aisés ne permet pas de généraliser au cas français la thèse d'Elizabeth Currid-Halkett sur la transformation de la classe supérieure en « classe aspirationnelle » (Currid-Halkett, 2017), peu soucieuse de manifester son statut par la consommation matérielle. Les ménages aisés qui manifestent ce rejet de formes de consommation matérielle intensive

au profit d'autres formes de distinction peinent à clairement se situer — et à assumer cette position — dans le pôle aisé de l'espace social. Le sentiment d'hériter d'une identité de « pauvre » et le ressenti de leurs conditions matérielles et de leurs évolutions récentes les amènent à ne pas revendiquer un statut socio-économique aussi élevé que leurs revenus laisseraient penser. L'étude de ces ménages permet alors de souligner la place centrale de la consommation ordinaire dans la construction, l'affirmation et parfois les paradoxes du statut social.

## Bibliographie

- Albenga V.** (2015). « Le féminisme entre genre, classe et capital culturel », *Politix*, (1), 159-165.
- Amossé T. & Cartier M.** (2019), « Si je travaille, c'est pas pour acheter du premier prix ! », *Sociétés contemporaines*, 2, p. 89-122.
- Billaud S., Gollac S., Oeser A. & Pagis J.** (2015), *Histoires de famille. Les récits du passé dans la parenté contemporaine*, Rue d'Ulm.
- Boltanski L. & Esquerre A.** (2017), *Enrichissement. Une critique de la marchandise*, Paris, Gallimard.
- Bourdieu P.** (2016 [1979]), *La distinction : critique sociale du jugement*, Minuit.
- Bourdieu P.** (2018 [1980]), *Le Sens Pratique*, Minuit.
- Bourdieu P. & Delsaut Y.** (1975), « Le couturier et sa griffe : contribution à une théorie de la magie ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1 (1), P 7-36.
- Bourdieu P. & Passeron J. C.** (2018), *La reproduction : éléments pour une théorie du système d'enseignement*. Minuit.
- Bozouls L.** (2020). « Après vous allez penser qu'on est des nantis ou des privilégiés ! ». Saisir la position des classes supérieures du pôle privé dans l'espace social. *SociologieS*.
- Caplovitz D.** (1963), *The poor pay more: Consumer practices of low-income families*, The Free Press of Glencoe.
- Carfagna L.B., Dubois E.A., Fitzmaurice C., Ouimette M.Y., Schor J.B., Willis M. & Laidley T.** (2014), « An emerging eco-habitus: The reconfiguration of high cultural capital practices among ethical consumers », *Journal of Consumer Culture*, 14, 2, p. 158-178.
- Chalvon-Demersay S.** (1998), *Le triangle du XIVe. Des nouveaux habitants dans un vieux quartier de Paris*, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme.
- Charpy M.** (2007), « L'ordre des choses. Sur quelques traits de la culture matérielle bourgeoise parisienne, 1830-1914 », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 34, p. 105-128.
- Chessel M.-E.** (2012), *Histoire de la consommation*, La Découverte.

**Clarke J., Newman J., Smith N., Vidler E. & Westmarland L.** (2007), *Creating citizen-consumers: Changing publics and changing public services*, Pine Forge Press.

**Crane D., & Bovone L.** (2006). "Approaches to material culture: The sociology of fashion and clothing". *Poetics*, 34(6), 319-333.

**Collectif Rosa Bonheur** (2017), « Les garages à ciel ouvert : configurations sociales et spatiales d'un travail informel », *Actes de la recherche en sciences sociales*, (1), 80-103.

**Collet A.** (2012), « Montreuil, "le 21<sup>e</sup> arrondissement de Paris" ? La gentrification ou la fabrication d'un quartier ancien de centre-ville », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 195, 5, p.12-37.

**Comby J.-B.** (2017), « Dépolitisation du problème climatique. Réformisme et rapports de classe », *Idées économiques et sociales*, 190, p. 20-27.

**Coulangeon P.** (2011), *Les métamorphoses de la distinction*. Grasset.

**Currid-Halkett E.** (2017), *The sum of small things*, Princeton University Press.

**Dassié V.** (2012). « Les souvenirs domestiques, un retournement affectif », *Socio-anthropologie*, 30, p.33-46.

**Daumas J.-C.** (2018), *La révolution matérielle*, Flammarion.

**Demoli Y., & Lannoy P.** (2019). *Sociologie de l'automobile*. La Découverte.

**Dubuisson-Quellier S.** (2018), *La consommation engagée*, Deuxième édition, Paris, Presses de Sciences Po.

**Duvoux N., Papuchon A.** (2018), « Qui se sent pauvre en France ? », *Revue française de sociologie*, 59, 4, p. 607-647.

**Elliott R.** (2013), « The taste for green: The possibilities and dynamics of status differentiation through « green » consumption », *Poetics*, 41 (3), p. 294-322.

**Gelber S. M.** (1997). « Do-it-yourself: Constructing, repairing and maintaining domestic masculinity. » *American quarterly*, 49(1), 66-112.

**Gilliotte Q.** (2021), « La persistance de l'attachement aux biens culturels physiques », *Biens Symboliques*, 9.

**Guien J.** (2019), *Obsolescences : philosophie des techniques et histoire économique à l'épreuve de la réduction de la durée de vie des objets*, PhD Thesis, Université Panthéon-Sorbonne-Paris I.

**Guien J. & Ramirez V.** (2017), « Travailler à consommer. Expérimentation et émancipation dans les pratiques de consommation alternative », *terrains & travaux*, 2, 31, p. 45-62.

**Grignon C., Grignon C.** (1980), « Styles d'alimentation et goûts populaires », *Revue Française de Sociologie*, 21, 4.

**Groncow J., Warde A.** (2001), *Ordinary consumption*, Routledge.

**Grossetête M.** (2019). « Quand la distinction se met au vert. Conversion écologique des modes de vie et démarcations sociales. » *Revue française de socio-Economie*, (1), 85-105.

**Halbwachs M.** (1912). *La classe ouvrière et les niveaux de vie : recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines* (Vol. 358). Alcan.

**Halle D.** (1992), « The Audience for Abstract Art: Class, Culture, and Power », in Lamont, M., & Fournier, M. (dir.), *Cultivating differences: Symbolic boundaries and the making of inequality*, University of Chicago Press.

**Herlin-Giret C.** (2019), *Rester riche. Enquête sur les gestionnaires de fortune et leurs clients*, Le Bord de l'eau.

**Herlin-Giret C.** (2018), « En quête de richesse. Comment faire parler d'argent ? », *Genèses*, 111, 2, p.137-155.

**Hoggart R.** (1981). *La culture du pauvre*, éd. de Minuit.

**Holt D.B.** (1998), « Does cultural capital structure American consumption? », *Journal of consumer research*, 25, 1, p. 1-25.

**Jarness V.** (2017), « Cultural vs economic capital : Symbolic boundaries within the middle class », *Sociology*, 51 (2), p. 357-373.

**Jourdain A. & Naulin S.** (2011), « Héritage et transmission dans la sociologie de Pierre Bourdieu », *Idées économiques et sociales*, 4, p. 6-14.

**Kennedy E.H., Baumann S. & Johnston J.** (2019), « Eating for taste and eating for change: Ethical consumption as a high-status practice », *Social Forces*, 98, 1, p. 381-402.

**Kennedy E.H. & Horne C.** (2020), « Accidental environmentalist or ethical elite? The moral dimensions of environmental impact », *Poetics*, 82, p. 101448.

**Lahire B.** (2016), *La culture des individus : dissonances culturelles et distinction de soi*, La découverte.

**Lambert A.** (2015). « *Tous propriétaires !* ». *L'envers du décor pavillonnaire : L'envers du décor pavillonnaire*. Média Diffusion.

**Lamont M.** (1992), *Money, morals, and manners: The culture of the French and the American upper-middle class*, University of Chicago Press.

**Lamont M., Pendergrass S. & Pachucki M.** (2015), « Symbolic Boundaries », dans *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences*, Elsevier, p. 850-855.

**Le Wita B.** (1988). *Ni vue ni connue. Approche ethnographique de la culture bourgeoise*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.

- Lebaron F.** (2012), « L'éternel retour du « retour des classes sociales ». *Revue française de socio-économie*, (2), p. 281-287.
- MaThe T., & Hébel P.** (2013). « Comment consomment les hommes et les femmes ? ». *Cahier de recherche du CREDOC*, 309.
- MaThe T., Hébel P., Perrot M., & Robineau D.** (2012). « Comment consomment les seniors. » *Cahier de recherche du CREDOC*, (296).
- Mudgal S., Tinetti B., Faninger T., Lockwood S. & Anderson G.** (2012), « Etude sur la durée de vie des équipements électriques et électroniques », *Ademe, Éd.*
- Packard V., & McKibben B.** (1963), *The waste makers*. Harmondsworth: Penguin books.
- Pan Ké Shon J.-L.** (2015), « Pourquoi l'indicateur de pauvreté en conditions de vie baisse malgré la crise économique ouverte en 2008 ? », *INSEE*
- Perrin-Heredia A.** (2013), « Le « choix » en économie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 4, p. 46-67.
- Piketty T.** (2019), *Capital et idéologie*. Seuil.
- Pinçon-Charlot M. & Pinçon M.** (2007), *Les Ghettos du gotha*, Seuil, Paris.
- Plessz M., Dubuisson-Quellier S., Gojard S., & Barrey S.** (2016). « How consumption prescriptions affect food practices : Assessing the roles of household resources and life-course events. » *Journal of Consumer Culture*, 16 (1), p. 101-123.
- Pulici C.** (2012), « Le solennel et le parcimonieux dans l'alimentation. Les pratiques gastronomiques comme source de distinction des élites brésiliennes. » *IdeAs. Idées d'Amérique*, (3).
- Renahy N.** (2010), *Les gars du coin*, La Découverte.
- Rochefort R.** (2002), « Modes de vie », *Revue Projet*, 3, p. 45-53.
- Schor J.B.** (1998), *The overspent American: Upscaling, downshifting, and the new consumer*, Basic Books New York.
- Savage M., Devine F., Cunningham N., Taylor M., Li Y., Hjellbrekke J.,... & Miles A.** (2013), « A new model of social class? Findings from the BBC's Great British Class Survey experiment », *Sociology*, 47 (2), p. 219-250.
- Schwartz O.** (2012), *Le monde privé des ouvriers*, Presses universitaires de France.
- Sherman R.** (2017), *Uneasy street. The anxieties of affluence*, Princeton University Press.
- Shove E., Warde A.** (1998), "Inconspicuous consumption: the sociology of consumption, lifestyles and the environment", in Gijswijt A. et al., *Sociological Theory and the Environment: Part 2 : cultural and social constructivism*, SISWO.

**Small M.L.** (2011), « How to Conduct a Mixed Methods Study : Recent Trends in a Rapidly Growing Literature. » *Annual Review of Sociology*, 37, p. 57–86.

**Trentmann F.** (2016), *Empire of things: How we became a world of consumers, from the fifteenth century to the twenty-first*, Penguin UK.

**Vallas S.P.** (2001), « Symbolic boundaries and the new division of labor: Engineers, workers and the restructuring of factory life », *Research in Social Stratification and Mobility*, 18, p. 3–37.

**Veblen T., Evrard L. T. & Aron R. P.** (1970). *Théorie de la classe de loisir*. Gallimard.

**Warde A.** (2016), *Consumption: A sociological analysis*, Springer.

**Weber F.** (1996). « Réduire ses dépenses, ne pas compter son temps. Comment mesurer l'économie domestique ? ». *Genèses*, 5-28.

**Weber M.** (2013[1905]), *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Presses Électroniques de France.

## Annexes

### Annexe 1 : Effet du revenu sur la tolérance à l'usure ; contrôle par les opinions à l'égard de l'environnement

Régression linéaire portant sur l'indice standardisé de tolérance à l'usure	
	Modèle 3
<b>Constante</b>	-0,15*
<b>Revenu (euros/mois)</b>	
<1200	ref.
1200–2000	-0,12**
2000–3000	-0,28***
3000–4500	-0,39***
>4500	-0,6***
<b>Age</b>	0,003**
<b>Sexe</b>	
Femme	ref.
Homme	-0,11***
<b>Diplôme</b>	

ec. elem./college	0,09*
CAP/BEP	0,04
Bac	ref.
Bac+2	0
Bac+3ou sup	0,07*
<b>Nombre d'unités de consommation</b>	0,09***
<b>Catégorie d'agglomération</b>	
Zone rurale	0,1**
<20 000 habitants	ref.
20 000-99 999 habitants	0,02
>100 000 habitants	-0,02
agglo. Paris	0,03
<b>Surface d'habitation (en m2)</b>	
<64	ref.
65-89	0,08*
90-119	0,09**
>120	0,12**
<b>Il est complètement faux que les menaces pesant sur l'environnement sont exagérées</b>	0,12***
<b>Il est complètement vrai que presque tout ce que nous faisons dans la vie moderne nuit à l'environnement</b>	0,06*
<b>Il est complètement faux qu'il ne sert à rien que de faire des efforts pour l'environnement si les autres ne font pas de même</b>	0,09***

Source : EPEM 2016 (CGDD/SDeS)  
Lecture : « \*\*\* » = p < .01 ; "\*\*" = p < .05 ; « \* » = p < .1

## Annexe 2 : Niveau de vie objectif et subjectif

		Déciles 1-5	Déciles 5-9	Déciles 9-10	Ensemble
<b>Qualification par le ménage de son niveau de vie actuel</b>	Elevé	2,1	6,4	30,8	6,7
	Moyennement élevé	29,4	63,3	62,8	46,3
	Faible ou moyennement faible	68,5	30,4	6,4	47
	Total	100	100	100	100
<b>Evolution du niveau de vie du ménage depuis cinq ans</b>	Amélioré	17,5	25,5	34,1	22,4
	Maintenu	32,8	32,2	34	32,7
	Détérioré	49,7	42,4	31,9	44,9
	Total	100	100	100	100

Source : BDF 2011 et BDF 2017 (INSEE)



**Annexe 3 : Effet des variables subjectives de niveau de vie sur l'ancienneté des achats de biens durables — modèles détaillés**

<b>Régressions de poisson</b>								
<b>Variable expliquée : Nombre d'EEE achetés durant les douze derniers mois (19 catégories)</b>								
	Modèle 1		Modèle 2		Modèle 3		Modèle 4	
	Base	Compl et	Base	Compl et	Base	Compl et	Base	Compl et
<b>Constante</b>	0,09	-1,02	0,19	-0,97	0,1	-0,03	0,06	-0,28
<b>Année</b>								
2011	Ref.							
2017	- 0,47***	- 0,49***	- 0,47***	- 0,49***	- 0,48***	- 0,49***	- 0,47***	- 0,49***
<b>Nombre d'EEE possédés (19 catégories)</b>	0,07***	0,06***	0,07***	0,06***	0,07***	0,06***	0,07***	0,06***
<b>Evolution du niveau de vie du ménage depuis cinq ans</b>								
Amélioré	Ref.							
Maintenu	- 0,24***	-0,13						
Détérioré	- 0,31***	-0,2**						
<b>Evolution du niveau de vie du ménage depuis un an</b>								
Amélioré			Ref.					
Maintenu			- 0,36***	-0,24**				
Détérioré			- 0,34***	-0,20*				
<b>Niveau de vie perçu</b>								
Très élevé					Ref.			
Moyennement élevé			-0,2***	-0,16**	0,1	0,1		
Faible ou moyennement faible			- 0,58***	- 0,54***	-0,03	0,15		

<b>Évolution estimée du niveau de vie dans les cinq ans à venir</b>							
Amélioration						Ref.	
Maintien						0,19	0,26*
Détérioration						0,01	0,17
<b>Niveau de vie perçu x Evolution dans les cinq ans à venir</b>							
Niveau de vie moyennement élevé x Maintient						-0,39**	-0,37**
Niveau de vie faible ou moyennement faible x Maintient						-0,98***	1,17***
Niveau de vie moyennement élevé x Détérioration						-0,39*	-0,39*
Niveau de vie faible ou moyennement faible x Détérioration						-0,7*	-0,94**
<b>Pourcentage de femmes</b>		-0,16		-0,16		-0,17	-0,17
<b>Nombre de personnes</b>		0,19***		0,18***		0,18***	0,18***
<b>Percentile de niveau de vie</b>		0,01		0,01		0,01	0,001
<b>Âge (moyenne des conjoints)</b>		-0,003		-0,002		-0,003	-0,002
<b>Taille de la commune</b>							
Communes rurales		0		0,01		0,01	0,08
Moins de 20 000 habitants		0,17		0,16		0,17	0,18
De 20 000 a 100 000 habitants		0,37***		0,35***		0,34***	0,36***
Plus de 100 000 habitants		0,13		0,12		0,1	0,11
Agglomération parisienne		Ref.		Ref.		Ref.	Ref.
<b>Plus haut diplôme (des conjoints)</b>							
BTS, dut, bac+2		Ref.		Ref.		Ref.	Ref.
Bac ou moins		0,16		0,17		0,19	0,21*
1er ou 2e cycle universitaire		0,21*		0,22*		0,21*	0,24**
3e cycle universitaire, ingénieur, grande école		0,1		0,1		0,07	0,07

<b>Nombre d'années passées dans le logement</b>	- 0,008**	- 0,009**	- 0,008**	- 0,008**	- 0,008**			
<b>Surface du logement</b>	-0,001	-0,001	-0,001*	- 0,001**				
<b>Situation d'emploi</b>								
Actif(s) occupé(s) uniquement	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.				
Actif occupé et inactif	0,06	0,03	0,01	0,02				
Chômeur et actif occupé	-0,22	-0,18	-0,21	-0,22				
Chômeur(s) avec ou sans inactif	-0,4**	-0,46**	-0,45**	-0,47**				
Retraité(s) uniquement	0,14	0,09	0,07	0,05				
Autres inactif(s)	-0,09	-0,15	-0,15	-0,11				
<b>Nombre d'observations</b>	2236	2257	2240	2080				
<b>AIC</b>	7279	7122	7361	7192	7305	7108	6894	6742

Source : BDF 2011 et BDF 2017 (INSEE)

Champ : Ménages de France métropolitaine dont le niveau de vie mensuel est supérieur ou égal à 3000 € de 2017.

Lecture : « \*\*\* » = p < 0.01 ; « \*\* » = p < 0.05 ; « \* » = p < 0.1

**Annexe 4 : Effet brut du percentile de niveau de vie sur l'ancienneté des achats de biens durables**

<b>Régressions de poisson</b>	
<b>Variable expliquée : Nombre d'EEE achetés durant les douze derniers mois (19 catégories)</b>	
	Coefficient
<b>Constante</b>	-0,43
<b>Nombre d'EEE possédés (19 catégories)</b>	0,07***
<b>Percentile de niveau de vie</b>	0,002
<b>Nombre d'observations</b>	2240
<b>AIC</b>	7635

Source : BDF 2011 et BDF 2017 (INSEE)

Champ : Ménages de France métropolitaine dont le niveau de vie mensuel est supérieur ou égal à 3000 € de 2017.

Lecture : « \*\*\* » = p < .01 ; « \*\* » = p < .05 ; « \* » = p < .1

## Annexe 5 : Tableau des propriétés sociales des quinze ménages interviewés de l'enquête qualitative

Nom	Sexe	Âge	Lieu de résidence	Logement	Type de ménage <sup>13</sup>	Revenu du ménage <sup>14</sup>	Revenu par UC	Dernière profession du père	Dernière profession de la mère	Diplôme	Profession et secteur (public ou privé)	Profession du conjoint actuel
<b>Andrej</b>	Homme	41	Maurepas	Maison, 30m <sup>2</sup> /habitant, propriétaire	Couple + deux enfants	6 000 €	3 000 €	Chauffeur de car	Assistante école maternelle	Bac	Technicien audiovisuel [Privé]	Ingénieure des affaires
<b>Céline</b>	Femme	43	Châtillon	Appartement, 19m <sup>2</sup> /hab., locataire	Couple + deux enfants	6 000 €	3 000 €	Avocat	Infirmière	Bac+2	Gestionnaire achats [Privé]	Informaticien
<b>Ginette</b>	Femme	81	Paris 13 <sup>e</sup>	Appartement, 77m <sup>2</sup> /hab., propriétaire	Seul	3 000 €	3 000 €	Médecin de campagne	n/a	Bac+2	Retraitée, ancienne visiteuse médicale [Privé]	n/a
<b>Béatrice</b>	Femme	40	Forcalquier	Appartement, 70m <sup>2</sup> /hab., propriétaire	Seul	3 000 €	3 000 €	Agriculteur néo-rural	Agricultrice néo-rurale	Bac+5	Directrice générale des services d'une commune [Public]	n/a
<b>Colette</b>	Femme	83	Paris 14 <sup>e</sup>	Appartement, 170m <sup>2</sup> /hab., propriétaire	Seul	3 000 €	3 000 €	Chef comptable	Dactylo	Bac+8	Retraitée, ancienne chercheuse en chimie [Public]	n/a
<b>Jean-Pierre</b>	Homme	72	Paris 12 <sup>e</sup>	Appartement, propriétaire	Seul	3 000 €	3 000 €	Professeur en classes préparatoires	Secrétaire de mairie	Bac+8	Retraité, ancien chercheur en informatique [Public]	n/a
<b>Claudie</b>	Femme	60	Paris 5 <sup>e</sup>	Appartement, 78m <sup>2</sup> /hab., propriétaire	Seul	3 500 €	3 500 €	Principal adjoint	Directrice d'école maternelle	Bac+5	Professeure agrégée d'arts au lycée [Public]	n/a
<b>Serge</b>	Homme	62	Gagny	Maison, 100m <sup>2</sup> /hab., propriétaire	Couple	6 000 €	4 000 €	Ouvrier d'imprimerie	Agent de maîtrise administratif	Bac+4	Directeur de rédaction [Privé]	Cadre informatique

<sup>13</sup> Uniquement les enfants encore présents au domicile et/ou ceux qui sont encore à charge des parents.

<sup>14</sup> Estimation basée sur les déclarations des enquêtés durant l'entretien, arrondie à la centaine près.

<b>Ghyslaine</b>	Femme	57	Paris 14 <sup>e</sup>	Appartement, 43m <sup>2</sup> /hab., locataire	Seul	4 100 €	4 100 €	Responsable technique en bâtiment	Enseignante en école d'infirmière	Bac+5	Ingénieure cartographe [Privé]	n/a
<b>Patrice</b>	Homme	54	Châtillon	Maison, 70m <sup>2</sup> /hab., propriétaire	Couple	6 700 €	4 500 €	Boulangier	Couturière	Bac+2	Chef de projet événementiel [Privé]	Assistante commerciale <sup>15</sup>
<b>Brieuc</b>	Homme	49	Paris 5 <sup>e</sup>	Appartement, propriétaire	Couple + deux enfants	11 500 €	4 600 €	Cadre logistique	Surveillante scolaire	Bac+8	Chercheur en physique [Public]	Haut fonctionnaire
<b>Pauline</b>	Femme	47	Paris 5 <sup>e</sup>	Appartement, 21m <sup>2</sup> /hab., locataire	Couple + deux enfants	11 600 €	5 100 €	Décorateur	Professeure	Bac+8	Anesthésiste [Public puis Privé]	Documentariste
<b>Mireille</b>	Femme	74	Saint-Germain-en-Laye	Appartement, 90m <sup>2</sup> /hab., propriétaire	Seul	5 100 €	5 100 €	Musicien	Administratrice comptable	Bac+5	Retraitée, ancienne chargée d'études [Public puis Privé]	n/a
<b>Thierry</b>	Homme	66	Paris 14 <sup>e</sup>	Appartement, 75m <sup>2</sup> /hab., propriétaire	Seul	7 500 €	7 500 €	n/a	Secrétaire puis « a fait une jolie carrière »	Brevet	Retraité, ancien directeur commercial [Privé]	n/a
<b>Bernard</b>	Homme	60	Munich	Appartement, 93m <sup>2</sup> /hab., propriétaire	Couple	15 000 €	10 000 €	Chef d'un bureau d'études	Comptable	Bac+5	Ingénieur système au chômage [Privé]	Juriste

<sup>15</sup> Il s'agit de Sylvie, souvent citée avec Patrice. J'avais contacté Patrice en premier lieu, mais Sylvie a assisté à l'entretien jusqu'à s'installer avec nous pour répondre également aux questions.